



CAPITALISATION

CHAMPS ÉCOLE PAYSANS

Action collective, auto-organisation et rôle des organisations paysannes dans la mise à échelle et l'institutionnalisation des champs écoles paysans

Afrique subsaharienne



Investir dans les populations rurales

CAPITALISATION

CHAMPS ÉCOLE PAYSANS

Action collective, auto-organisation et
rôle des organisations paysannes dans
la mise à échelle et l'institutionnalisation
des champs écoles paysans



Investir dans les populations rurales

© 2022 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans cette publication ne constituent en aucun cas une prise de position du Fonds international de développement agricole quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source et le titre de la présente publication soient indiqués par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

Tous les droits sont réservés

ISBN 978-92-9266-206-6

Imprimé en janvier 2022

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	6
INTRODUCTION	9
OBJECTIFS, QUESTIONS STRATÉGIQUES ET HYPOTHÈSES DE DÉPART	11
MÉTHODOLOGIE	12
ÉTAT DES LIEUX DES CEP ANALYSÉS DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS	14
PARADIGME DES CEP ET HÉTÉROGÉNÉITÉ DANS LEUR MISE EN ŒUVRE	16
CONTRIBUTIONS DES CEP	19
PROCESSUS D'AUTO-ORGANISATION ET D'ACTION COLLECTIVE	24
QUELLE PLACE POUR LES OP?	31
DÉFIS DE L'INSTITUTIONNALISATION	35
SYNTHÈSE DES CONSTATS ET RECOMMANDATIONS	38
BIBLIOGRAPHIE	41
ANNEXES	43

LISTE DES ACRONYMES

ACC	Adaptation au changement climatique
ANPROCA	Agence nationale de promotion et du conseil agricole
AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
CAPAD	Confédération des associations de producteurs agricoles pour le développement
CEAP	Champ école agropastoral
CEP	Champ école paysan
CMDT	Compagnie malienne de développement des textiles
CNOP-G	Conseil national des organisations de producteurs de Guinée
DIP	Diagnostic institutionnel paysan
EAF	Exploitation agricole familiale
ESA	Afrique de l'est et du sud
FEP	Ferme école paysanne
FEM	Fond pour l'environnement mondial
FIFATA	Association pour le progrès des paysans
FUMA	Fédération des unions des producteurs de Maradi
FUOPAN	SA'A Fédération des unions des organisations des professionnels agricoles du Niger
GALS	Système d'apprentissage interactif entre les sexes
GDT	Gestion durable des terres
GIPD	Gestion intégrée des productions et déprédateurs
GIRN	Gestion intégrée des ressources naturelles
ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures en région semi-aride
IMF	Institution de microfinance
ISABU	Institut des sciences agronomiques du Burundi
IER	Institut d'économie rurale
MUSO	Mutuelle de solidarité
OM	Opérateur de marché
ONCCS	Office national de contrôle et de certification des semences
OPR	Organisation paysanne régionale
OPF	Organisation paysanne faitière
OPVN	Office des produits vivriers du Niger
SOCOPA	Société coopérative de transformation, conditionnement et commercialisation de produits agricoles
SRI	Système riziculture intensive

LISTE DES PROJETS

AD2M	Projet d'appui au développement de Menabe et du Melaky, Madagascar
AROPA	Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et services agricoles, Madagascar
DEFIS	Programme de développement des filières agricoles inclusives, Madagascar
IAP/FS	Programme pilote de sécurité alimentaire intégrée, Burundi
IARBIC	Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants coopératives, Niger
PASADEM	Projet d'appui à la sécurité alimentaire et au développement de la région de Maradi, Niger
PNAAFA	Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles, Guinée
PNSADR-IM	Programme national de sécurité alimentaire et de développement rural de l'Imbo et du Moso, Burundi
PPILDA	Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié, Niger
ProDAF	Programme de développement de l'agriculture familiale, Niger
PRODEFI-II	Projet de développement des filières, Burundi



©Jean-Charles Hyed

RÉSUMÉ

Depuis plus d'une décennie, l'approche de conseil agricole reconnue sous l'appellation Champ École Paysan (CEP) est adoptée dans la grande majorité des projets de développement agricole financés par le FIDA en Afrique subsaharienne. Ce travail de capitalisation s'appuie sur l'expérience de projets financés par le FIDA et par la FAO dans six pays: Burkina Faso, Burundi, Guinée, Madagascar, Mali et Niger. Elle exploite également les résultats d'une étude similaire conduite sur les CEP-élevage au Malawi, Rwanda et Zanzibar. À travers cet exercice nous avons cherché à comprendre dans quelle mesure l'approche CEP avait permis l'émergence de processus collectifs, organisationnels et d'autonomisation des paysans en réponse aux problèmes qui se posaient à eux. Cette capitalisation a également contribué à mieux appréhender le rôle et l'importance des organisations de producteurs (OP) et de leurs faitières dans ces processus et la place qu'elles pouvaient prendre pour assurer mise à échelle et durabilité des actions dans un contexte d'institutionnalisation de l'approche. Nous avons classé les CEP des projets en fonction du niveau de participation des producteurs et de l'étendue des thèmes abordés. Certains projets analysés utilisent l'approche à travers des CEP « simplifiés » qui visent le transfert de technologies pour augmenter les rendements des cultures prioritaires prédéfinies lors de la conception des projets. D'autres projets, développent des CEP « consultatifs » où les paysans participants identifient collectivement les problématiques qu'ils rencontrent dans leurs pratiques agricoles et interagissent avec des experts qui fournissent des solutions à tester (développement des curriculums). Dans les CEP « collaboratifs », peu représentés dans notre échantillon, l'approche offre aux groupes la possibilité de faire émerger leurs demandes, de trouver des solutions collectivement en s'appuyant sur un facilitateur formé à la dynamisation des groupes adultes et à leur mise en lien avec les structures locales pouvant les accompagner dans leur propre recherche de solution. Le constat principal de cette analyse est que l'approche CEP est sous-utilisée, dans de nombreux projets financés par le FIDA. Alors que la démarche a le potentiel de mettre les producteurs en capacités à résoudre collectivement leurs problèmes au fur et à mesure qu'ils les

rencontrent; les modalités actuelles de mise en œuvre réduisent souvent le niveau d'appropriation des paysans et les perspectives de durabilité. Par contre, l'étude montre que l'implication des OP et de leurs faïtières représente une véritable plus-value en termes d'institutionnalisation et d'autonomisation. Ce potentiel reste insuffisamment pris en compte lors de la formulation des projets. L'institutionnalisation des CEP à travers les OP peut garantir leur durabilité à condition d'investir dans ces organisations et de les accompagner dans la durée. Cela se justifie d'autant plus que les Champs Écoles Paysan fournissent un service d'intérêt public.

Les principaux constats et recommandations sont résumés dans le tableau qui suit.

Constat	Recommandations
L'approche CEP est adoptée par 89% des projets financés par le FIDA en Afrique subsaharienne (projets incluant composantes développement agrosylvopastoral et halieutique et rural/filière)	Poursuivre l'approche CEP dans les projets en tenant compte des recommandations de ce rapport
L'approche CEP est sous-utilisée concernant sa capacité à structurer et à autonomiser le monde paysan.	Le FIDA doit s'assurer que la mise en œuvre des CEP suive les principes de participation et d'autonomisation des producteurs en cohérence avec les principes directeurs de l'approche tout en gardant les possibilités d'adaptations aux besoins des réalités locales. Privilégier au maximum la mise en place de CEP « collaboratifs » pour faciliter la résolution des problèmes des paysans collectivement.
L'approche filière adoptée dans les projets financés par le FIDA incite les équipes de formulation à séparer en composantes distinctes les aspects productifs des aspects institutionnels et d'organisation des producteurs pour l'agrégation, la transformation et la commercialisation.	Veiller à ce que les activités CEP soient mises en lien avec les composantes amont et aval des filières en incluant par exemple les OP dans l'ensemble des dispositifs relatifs à la structuration du monde paysan (CEP, structuration formelle, commercialisation et approvisionnements). Les outils utilisés pour accompagner les OP dans leur développement/maturité doivent inclure les aspects relatifs aux CEP (ex. service aux membres et stratégie pour accroître leur membership).
Quand la mise en œuvre des CEP intègre des dynamiques organisationnelles existantes et collabore avec des réseaux d'OP existants, l'étude confirme qu'il y a de meilleures perspectives de durabilité et de mise à échelle. Les OP faïtières, quand elles sont suffisamment structurées, permettent d'assurer une cohérence et une pérennité de l'approche CEP. Investir dans ces OP faïtières nécessite cependant un accompagnement dans la durée avant d'en mesurer les effets à long terme.	En collaboration avec l'équipe CEP de la FAO, élaborer des lignes directrices/conseils prenant en compte les spécificités des projets FIDA (ex. approche CEP faisant partie d'une plus ample stratégie) à destination des équipes de formulation de projet, pour mieux inclure les OP et leurs faïtières lors de la formulation et de l'exécution de l'approche CEP. Parmi ces conseils il y aurait notamment: <ul style="list-style-type: none"> • Impliquer systématiquement les OP faïtières dans la formulation et la mise en œuvre des projets. Cela nécessite d'une part que les OP faïtières soient partie prenante dès la formulation afin d'intégrer ce service aux membres dans leurs plans de développement stratégique, mais également qu'une collaboration à moyen long terme soit établie avec elles afin d'assurer la pérennité et la mise à échelle des CEP. • L'apprentissage par le « faire-faire » (confier aux OP faïtières un rôle dans la mise en œuvre de l'approche CEP) permettra d'adapter l'approche aux capacités techniques, humaines et financières des OP. • Quand les OP faïtières ne sont pas présentes dans les zones du projet mais qu'elles existent dans le pays, une réflexion autour de leur participation comme opérateur de mise en œuvre du projet devrait être poursuivie. • Une réflexion autour de l'articulation entre ces OP/Faïtières et les centres de recherche et les services de vulgarisation sera à mener dans chaque pays pour proposer la meilleure collaboration.

Les unités de gestion et les partenaires d'exécution des projets financés par le FIDA bénéficient, quand elles existent, des ressources humaines formées dans les pays par la FAO (réseau des maîtres formateurs, liste des facilitateurs et structures formées à l'approche CEP). Quand ces capacités n'existent pas, certains projets ont tendance à prendre des consultants internationaux / nationaux ou des ONG pour créer les outils de formation des formateurs et des facilitateurs CEP alors qu'un travail de construction des capacités locales serait plus pertinent.

Dans les pays où les capacités nationales CEP n'existent pas, le FIDA doit collaborer (y compris financièrement) avec la FAO afin d'appuyer à la construction des réseaux nationaux. Ainsi, lors de la formulation des projets FIDA, une partie du budget être octroyée à la formation ou au renforcement de capacités des maîtres formateurs, des structures de recherche, de formation et de conseil.

La collaboration entre les deux agences devrait aussi permettre de trouver des modèles qui permettent d'assurer la viabilité des réseaux nationaux de facilitateurs.

Concernant l'accès au financement, l'introduction de services financiers associés aux CEP (ex. caisses mutuelles solidaires, associations d'épargne et de crédit, accès au crédit à travers les IMF, etc.) a aussi été répertoriée comme ayant un effet positif sur le capital financier des membres et sur leurs capacités à poursuivre l'action collective.

Pour assurer une meilleure efficacité des CEP, le dispositif de mutuelle d'épargne et de crédit devrait systématiquement être facilité, avec la possibilité de le coupler à des AGR collectives permettant de garantir le fonctionnement financier du groupe. Il est plus pertinent de promouvoir/renforcer les modèles de financement quand ils sont déjà pratiqués dans les villages par les OP ou les communautés locales pour renforcer les dynamiques existantes.

Sur les aspects relatifs au capital humain et social, le CEP a des impacts sur le renforcement des compétences, de la confiance en soi et du leadership des producteurs; cependant, les informations collectées par les équipes de projet ne permettent pas de mesurer les acquis des CEP par rapport au capital humain et social des producteurs.

Le système de suivi et évaluation des projets mériterait d'être revu afin d'intégrer des aspects relatifs à l'amélioration du capital social, humain et financier apportés par les CEP. Une collaboration doit se développer avec les équipes de la FAO afin de travailler sur ces indicateurs.

L'étude montre que la dynamique organisationnelle et d'autonomisation impulsée par le CEP dépend en partie du contenu des modules de formation et de comment les perceptions paysannes sont intégrées progressivement à ces supports de formation.

En lien avec l'étude FAO conduite au Sahel sur le contenu des modules de formation CEP, et afin d'améliorer la qualité des formations CEP en termes de contenu pour les maîtres-formateurs et les facilitateurs, il faudrait mener une capitalisation du contenu des curriculums utilisés dans les CEP existant promus par les projets financés par le FIDA. Cette capitalisation devra permettre que des collaborations additionnelles puissent se faire avec les projets mis en œuvre par la FAO mais aussi toute autre organisation telle que les ONG ou faitières qui ont acquis une expertise dans l'approche CEP.

Elle dépend également largement de la qualité des formations reçues par les maîtres formateurs et les facilitateurs (durée, contenu, supervision, etc.)

Certaines OP faitières interrogées dans le cadre de l'étude continuent à promouvoir l'approche CEP « à leur manière » après l'achèvement du projet d'appui.

L'approche CEP telle que reprise par les OP faitières une fois les projets clôturés mériterait **une analyse plus poussée** afin de comprendre les « adaptations » préconisées et dans quelle mesure elles continuent à répondre aux besoins des producteurs.



©AD2M

INTRODUCTION

Le champ école paysan (CEP)¹ est une approche d'apprentissage collectif et mutuel des adultes qui se concentre sur les méthodes participatives, l'échange de connaissances et d'expériences, des exercices pratiques sur le terrain utilisant l'observation directe, la discussion et la prise de décision qui encouragent la découverte et l'apprentissage par la pratique. Les agriculteurs ne sont pas les destinataires passifs d'un transfert de technologie standardisé et descendant, mais ils sont habilités à trouver des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés dans leurs activités et entreprises productives. L'analyse collective des problèmes est le point d'entrée d'un groupe CEP pour développer un curriculum spécifique à une zone donnée. Un éventail croissant de sujets techniques est abordé à travers les CEP: gestion des sols, des cultures et de l'eau, multiplication des semences et essais variétaux, élevage, agropastoralisme, aquaculture, agroforesterie, nutrition, chaîne de valeur et lien avec les marchés, organisation collective, etc.

La FAO et d'autres institutions multilatérales comme le FIDA, ainsi que de nombreuses ONG, ont encouragé les CEP pour relever un large éventail de défis et de domaines techniques dans plus de 90 pays². Le FIDA promeut les CEP dans un grand nombre de projets d'investissement qu'il finance et a acquis au cours des années une expérience importante dans ce domaine, en particulier en Afrique subsaharienne, où les CEP apparaissent de plus en plus comme l'approche de conseil agricole par défaut. En termes d'efficacité, les CEP ont été un succès dans toute l'Afrique et, par conséquent, la demande continue de croître. Bien que beaucoup ait été fait et appris sur les CEP – en particulier autour des célébrations du 30^e anniversaire en 2019³ – aucun exercice de capitalisation n'a encore été entrepris, ni aucune tentative de tirer des leçons de l'expérience spécifique du FIDA. Un tel bilan est pertinent et opportun non seulement en raison

1 www.fao.org/capacity-development/news-list/detail/en/c/1129922/

2 www.fao.org/farmer-field-schools/overview/en/

3 www.fao.org/3/ca5131en/ca5131en.pdf

de la fréquence et de l'importance des activités de CEP dans le portefeuille du FIDA, mais aussi en raison de la modalité par laquelle les CEP sont promus et financés en tant que « composante » des projets d'investissement. En effet, cette modalité – « CEP par le biais de projets » fait face à des défis importants en termes de durabilité et de mise à l'échelle au-delà des projets.

L'institutionnalisation des CEP est au cœur de ces défis. L'institutionnalisation se définit comme le processus par lequel de nouvelles idées et pratiques sont adoptées par les individus et les organisations et deviennent partie intégrante de « la norme ». Dans quelques pays, comme le Kenya et l'Ouganda, des progrès ont été accomplis en termes d'intégration des CEP dans les politiques et systèmes de conseil agricole publics. D'autres pays ont indiqué qu'ils souhaitaient faire de même. Cependant, d'autres voies d'institutionnalisation et de mise à l'échelle doivent encore être explorées. C'est en particulier le cas de l'institutionnalisation par le biais des organisations de producteurs en tant qu'institutions durables – dirigées par les agriculteurs – dans lesquelles le FIDA investit également dans toute l'Afrique.

Le passage à l'échelle et le processus d'institutionnalisation des CEP présentent une immense opportunité pour les pays de la région. C'est pourquoi le bureau des Institutions Rurales et le bureau de la Production Durable de la division technique (PMI) du FIDA finalisent actuellement un exercice conjoint de capitalisation sur les champs écoles d'élevage dans le portefeuille d'Afrique de l'est et australe (ESA). La présente capitalisation vise à étendre l'analyse à la région Afrique de l'ouest et centrale (AOC) aux champs écoles paysans visant les cultures et les systèmes agropastoraux, ainsi qu'à intégrer les constats, conclusions et recommandations de ces deux exercices de capitalisation.



©AD2M

OBJECTIFS, QUESTIONS STRATÉGIQUES ET HYPOTHÈSES DE DÉPART

L'objectif de ce travail est de capitaliser les expériences des projets financés par le FIDA en Afrique sub-Saharienne (Burundi, Guinée, Madagascar, Niger) ainsi que des projets mis en œuvre par la FAO⁴ et d'explorer si l'approche CEP facilite l'émergence d'actions collectives et de processus d'auto-organisation comme réponses aux problèmes auxquels les producteurs sont confrontés. Ce travail cherche également à donner des éléments de réponses concernant les rapports existants (ou potentiels) entre les Organisations de Producteurs (OP) partenaires des projets d'investissement et les CEP, en particulier en termes d'institutionnalisation, de durabilité et de mise à échelle.

À cet effet, nous posons trois hypothèses de travail: i) tout d'abord que certaines spécificités de l'approche CEP, en particulier l'apprentissage collectif et mutuel et l'auto-découverte, (self-discovery) seraient propices à l'émergence d'action collective et d'initiative d'auto-organisation des producteurs; ii) ensuite, que le processus d'auto-organisation serait par lui-même une voie pour l'institutionnalisation et le passage à échelle des CEP quand les producteurs dépassent le niveau d'organisation de base en allant jusqu'aux unions et faitières; et iii) enfin, que l'adoption et la promotion des CEP par les OP existantes pourraient ouvrir une nouvelle fonctionnalité de ces organisations en termes de services à leurs membres pour résoudre les défis auxquels ils sont confrontés, et de ce fait renforcer l'attractivité et la pérennité des OP.

Si ces hypothèses étaient validées par cette capitalisation, il en résulterait qu'une convergence et des synergies entre CEP et OP existent bel et bien et devraient être par conséquent poursuivies de façon plus systématique entre "composantes CEP" et "composantes renforcement des capacités des OP" des projets d'investissement financés par le FIDA. En particulier, les OP faitières pourraient être reconnues comme partenaires privilégiés dans la définition, la mise en œuvre, l'institutionnalisation et la pérennisation des CEP.

4 La longue expérience et l'expertise de la FAO dans le domaine des CEP, particulièrement dans cette région, ont amené à étendre cette analyse à certains projets CEP financés par la FAO dans d'autres pays particulièrement intéressants (Burkina Faso et Mali).



©Nayoussa Amadou

MÉTHODOLOGIE

Cet exercice a débuté par une revue documentaire de 26 projets financés par le FIDA situés dans 13 pays des régions WCA et ESA (voir liste en annexe 1) afin de sélectionner 4 pays dans lesquels une analyse plus poussée a été menée. L'objectif était de choisir des pays où les projets passés ou en cours étaient susceptibles d'apporter des éléments de réponse à notre objet de recherche et aux hypothèses posées. Les critères de sélection des 4 pays ont été les suivants:

- Présence de champs écoles paysans (CEP) ou agropastoraux (CEAP);
- Principaux résultats obtenus par les CEP;
- Lien existant entre les membres des CEP et les OP;
- Rôle des OP dans la mise en œuvre des CEP;
- Impact des CEP sur l'action collective et l'auto-organisation; et
- Intérêt/appropriation par le Gouvernement et les institutions.

À l'issue de cette première analyse des projets du portefeuille FIDA en Afrique Subsaharienne, les pays sélectionnés sont: le Burundi, la Guinée, Madagascar et le Niger. Cette analyse prend également en compte les résultats de la capitalisation effectuée en Afrique de l'Est et du Sud sur les champs écoles d'élevage pour le Rwanda, le Malawi et Zanzibar⁵. Par ailleurs, un groupe de travail constitué par des experts techniques de la FAO et du FIDA familiers des CEP a été formé. Une première réunion a eu lieu après la sélection des 4 pays qui a permis de délimiter le champ de l'étude. Des projets FAO dans les pays sélectionnés ont été inclus à l'analyse, et le Mali et le Burkina Faso ont été ajoutés car la FAO y a une expérience intéressante concernant notre travail. Au total, cette capitalisation analyse les données de 14 projets financés par le FIDA (10) et la FAO (4) dans 6 pays. Le comité technique FAO-FIDA s'est également réuni lors de la réunion de restitution des résultats préliminaires de l'étude en juillet 2021.

5 IFAD Stock-taking exercise Livestock Farmer Field Schools (L-FFS), Eastern and Southern Africa (March 2021)

Une revue de la littérature a été réalisée sur les divers travaux disponibles concernant les CEP ainsi que les documents de projets des six pays sélectionnés. Une trame d'entretiens semi-directifs (voir annexe 2) à destination des équipes de mise en œuvre des projets, des organisations de producteurs ainsi que des structures d'exécution des CEP ont été élaborées et des entretiens via zoom ou Whatsapp organisés (voir liste acteurs en annexe 3). Des discussions avec des personnes ressources de la FAO et d'autres organisations ont également été menées. Le présent document est le fruit de l'analyse de ces entretiens, il s'agit essentiellement d'un travail d'évaluation qualitative alors que peu de données quantitatives ont pu être collectées à ce stade, en dehors des données disponibles dans les rapports de supervision, de revues à mi-parcours et d'évaluation des projets. En outre, compte tenu du contexte actuel lié à la pandémie de la COVID-19, des missions de terrain n'ont pas pu être planifiées pour discuter avec les participants des CEP des informations collectées. À noter que cette analyse concerne les champs écoles cultureux et agropastoraux alors que des éléments concernant les champs écoles en élevage proviennent de l'étude susmentionnée en Afrique de l'Est et du Sud⁶.

6 Un autre cas de projet FIDA de la région NEN (Jordanie) est présenté en annexe 4.



©FIDA/Joanne Levitan

ÉTAT DES LIEUX DES CEP ANALYSÉS DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS

Les données disponibles dans le tableau ci-dessous correspondent au nombre de CEP installés en fin de projet ou aux dernières données disponibles dans les rapports de supervision ou d'achèvement des projets encore en cours (ne correspondent pas aux CEP planifiés mais à ceux effectivement mis en œuvre).

Tableau 1 Projets analysés, nombre de CEP installés, principales thématiques abordées et résultats répertoriés par les projets

Pays	Projets	CEP installés	Thèmes abordés	Principaux résultats issus des projets
Burundi FIDA	PNSADR-IM (2014-2022)	413 (327 riz/SRI/86 lait)	Filières lait et riz, techniques amélioration production rizicole et laitière	Adoption des techniques avec augmentation des rendements
	PRODEFI-II (2015-2021)	144 (35 vivriers/109 lait)	Amélioration production rizicole et laitière, ACC, biodiversité et résilience	Adoption des techniques avec augmentation des rendements
Burundi FAO	IAP/FS (2017-2022)	106	Nutrition, GDT/GIRN (agroforesterie, rotations, lignes contour, cultures intercalaires, etc.) chaînes valeurs	Effets sur la nutrition
	Tamp Kagera	N/A	GDT, Gestion des bassins versants, GIRN, diversification agricole	Augmentation de la concertation entre acteurs, nette amélioration de la gestion des terres et réduction des conflits
Guinée FIDA	PNAFA (2013-2019)	86 (36 riz/50 maraîchages) ⁷	Amélioration techniques production riz et maraîchage, fabrication de compost, pépinière riz et horticulture, densité, doses et application pesticides et engrais minéraux	Plus grande cohésion sociale; hausse des rendements; amélioration communication; accélération activités conseil agricole
Madagascar FIDA	AD2M-I AD2M-II (2015-2022)	892 1,129 (riz, maïs, grains secs, miel et maraîchage)	Intensification technique, variétés améliorées (riz, haricot, pois du cap, maïs), agriculture de conservation, matériel agricole (charrue, sarceuse, rayonneur), apiculture, compte d'exploitation et prix de revient, lutte intégrée contre les ennemis de culture	Amélioration résilience des producteurs, amélioration de la gestion de l'eau sur rizière, diffusion nouvelles variétés, adoption de techniques, amélioration de la maîtrise du compte d'exploitation
	AROPA (2009-2019)	865	Sécurité alimentaire, techniques améliorées	Amélioration de la production et productivité, de la sécurité alimentaire des ménages, intégration des marchés
	DEFIS (2018-2024)	860 CEP 301 FEP	Production semences, filières porcine, apiculture, haricot, céréales, compos, etc.	Utilisation des semences certifiées et performantes, système d'irrigation efficient et valorisation rationnelle de l'eau, entretien de culture et lutte contre érosion, lutte biologique contre les ravageurs, conduite semi-intensif de l'élevage
Niger FIDA	PPILDA (2002-2013)	N/A	Innovations locales sur la gestion de la fertilité des sols (zaï, demi-lunes), RNA, connaissance de la diversité variétale (variétés améliorées et locales), engrais microdosé, lutte contre les ennemis de culture, etc.	Hausse des pratiques de gestion de la fertilité des sols, amélioration des rendements des cultures pluviales; maîtrise des variétés de cultures et des techniques de lutte contre les ennemis de cultures.
	PASADEM (2012-2018)	107	Intensification agricole, technique de restauration du sol, variétés améliorées	Amélioration de la productivité, de la diversification des semences, taux d'adoptions mais questionnement sur la durabilité
	RWUANMU (2013-2018)	503	Maraîchage pépinières et itinéraires techniques, microdoses engrais, biopesticides, fertilisation organique, gestion de l'eau (films plastiques)	Processus d'apprentissage entre pairs jugé satisfaisant
	ProDAF (2015-2023)	995 (515 céréales/480 maraîchages)	Préparation sol, ACC, biopesticides, microdoses engrais, variétés améliorées	Fort taux d'adoption des techniques et pratiques enseignées dans les CEP; importante implication des femmes
	GCP-NER-043-LDF	767	Amélioration production agropastorale, ACC, agroforesterie, RNA, variété cycle court, compostage, fumure organique et minérale, biopesticides et extraits aqueux, microdose NPK, etc.	Amélioration de l'ACC, effet structurant des CEP sur les communautés; renforcement de l'action collective
Régional FAO Mali	GCP-RAF-482-EC	80	Gestion intégrée des pestes et des déprédateurs (GIPD) sur culture de coton	Réduction des coûts de production; amélioration de la santé des producteurs de coton; effet structurant et cohésion sociale accrue

⁷ La faible quantité de CEP mis en place dans ce projet clôturé s'explique par l'introduction tardive de l'approche CEP dans le projet (deux ans avant la clôture). Les CEP n'étaient pas initialement prévus comme approche d'apprentissage et de conseil agricole.



©Abdoul Madjid Sindayigaya

PARADIGME DES CEP ET HÉTÉROGÉNÉITÉ DANS LEUR MISE EN ŒUVRE

Les CEP apparaissent dans les années 1990 en Indonésie comme alternative aux approches traditionnelles verticales de vulgarisation agricole. En tant qu'approche participative basée sur l'expérimentation des participants, elle représente un changement de paradigme du conseil agricole. En effet, dans sa conception initiale, la visée du CEP n'est pas uniquement de diffuser de nouvelles techniques mais également de renforcer les compétences de résolution des problèmes des agriculteurs et de valoriser leurs connaissances endogènes pour « leur donner les moyens de résoudre leurs problèmes par eux-mêmes » (Kenmore, 1996). De ce fait, les CEP ambitionnent des effets sur les apprentissages collectifs et individuels, le renforcement de compétences et l'autonomisation tout en promouvant l'action collective et l'auto-organisation (Fris-Hansen and Duveskog, 2012). La mise en place de cette approche consiste à identifier collectivement des problèmes prioritaires, établir les curriculums pour une saison culturale sur une parcelle collective qui fait l'objet de rencontres hebdomadaires, elles-mêmes supervisées par un facilitateur (Pontius et al. 2002). Ce dernier peut-être un technicien du conseil national agricole, un conseiller privé (ex. ONG) ou un paysan facilitateur issu d'un CEP déjà fonctionnel et/ou d'une OP.

Le point d'entrée du CEP est souvent l'introduction/l'expérimentation d'une nouvelle technique ou technologie (ex. variété améliorée, gestion intégrée des déprédateurs, etc.) par le groupe de paysans en comparaison à une pratique conventionnelle (parcelle paysanne). Néanmoins, d'autres éléments importants sont essentiels à l'approche: l'analyse de l'agroécosystème, l'identification participative des problématiques à résoudre, les sujets spéciaux qui surgissent de la communauté et sont remontés par les facilitateurs au moment des recyclages pour être traités et des outils de dynamisation du groupe ou brise-glace (Duveskog, 2013). Ces derniers outils sont essentiels au renforcement de la cohésion du groupe, à l'esprit de communication, à la participation, à la connaissance mutuelle et au leadership. Les CEP sont couplés à des visites d'échanges et des journées portes ouvertes où sont présentés les résultats obtenus facilitant ainsi la dissémination auprès de non-membres. Dans certains cas,

une autoévaluation est menée au sein du CEP afin d'établir un bilan critique du processus, des résultats obtenus et d'évaluer les actions à poursuivre.

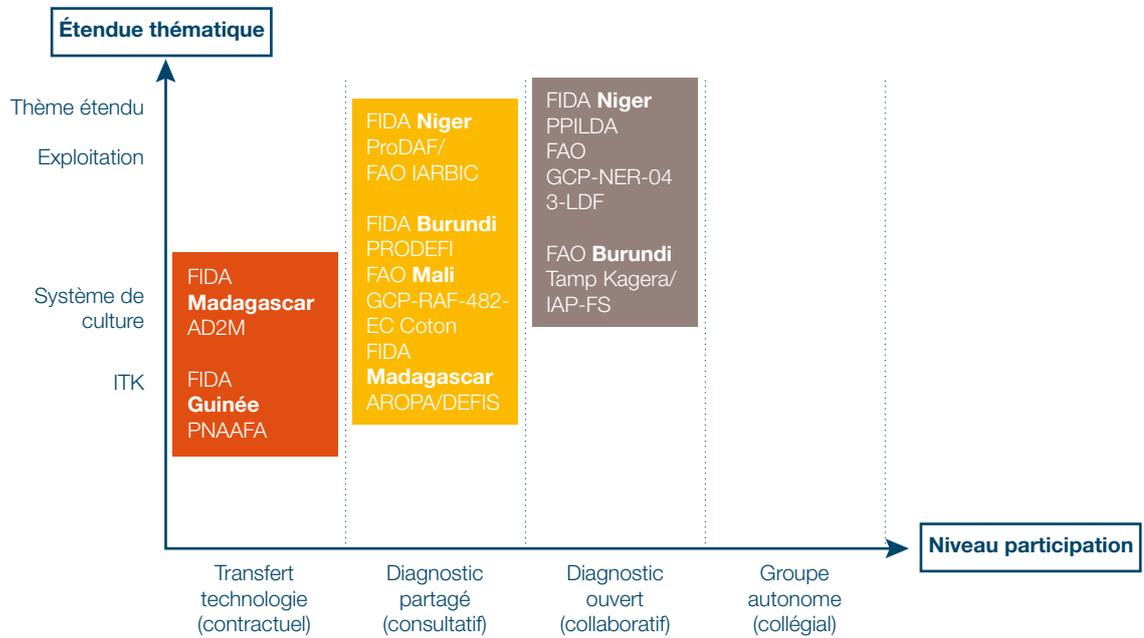
Avec la mise à échelle de cette approche dans plus de 90 pays, la mise en œuvre des CEP a connu des variations importantes en fonction des acteurs responsables de la divulgation, des objectifs (et résultats attendus) de l'intervention, et du niveau de compréhension de l'approche par les équipes de formulation et d'exécution des projets sur le terrain. D'après une méta-analyse de Waddington et al. 2014, les activités d'analyse conjointe de l'agroécosystème ne sont présentes que dans 60% des CEP, alors que seulement la moitié de l'échantillon de leur étude pratique les visites d'échanges entre CEP. Par ailleurs, la dynamique collective n'est promue que dans 30% des cas analysés. Ces résultats illustrent la grande hétérogénéité existante dans la mise en œuvre de l'approche qui peut permettre une meilleure compréhension des dynamiques existantes.

T. Bakker et al. (2021)⁸ dégagent quatre types de CEP en fonction du niveau de participation des agriculteurs et l'échelle des thèmes abordés (parcelle, exploitation, bassin versant, etc.). Ils distinguent des champs écoles paysans contractuels, consultatifs, collaboratifs et collégiaux. Dans le cas du CEP contractuel, l'approche est utilisée pour réaliser des transferts de technologies, pour enseigner de nouvelles pratiques ou faciliter l'adoption d'innovations préalablement identifiées par la recherche agricole ou les experts. La participation se limite à une simple consultation par l'intervention extérieure pour évaluer les besoins sur une culture déterminée. Dans le CEP consultatif, les paysans sont consultés sur leur compréhension d'une situation/d'un problème mais la décision finale sur les thématiques et curriculum est prise par les projets ou les experts. Enfin, les CEP collaboratifs permettent davantage une autonomisation des paysans car ce sont eux, avec l'aide du facilitateur, qui identifient les thématiques de travail et les curriculums à mettre en place, tout en identifiant des innovations locales issues du milieu paysan. Le contenu du CEP n'est donc pas prédéfini et les thématiques évoluent au cours du temps, abordant parfois de vastes sujets tels que la gestion de l'exploitation agricole, la santé humaine ou la gestion des paysages et des bassins versants. Ce dernier « type » de CEP place les apprenants dans une position où émergent les besoins des groupes locaux paysans et où l'esprit critique permet de construire une vision sur l'ensemble des systèmes d'exploitation agricoles voir parfois à l'échelle d'un territoire. Le CEP collégial est le stade le plus abouti de l'approche, le groupe est responsable de ses décisions et choix des thématiques et des curriculums des champs écoles, le facilitateur n'est là que pour encourager le groupe et lui offrir des outils appropriés.

Le graphique ci-après inspiré de T. Bakker & al. (2021) place les projets analysés dans ce travail en fonction du niveau de participation des paysans et de l'étendue des thématiques abordées dans le CEP, tel qu'ils ressortent des documents de projets et des entretiens avec leurs responsables. Bien que la majorité des projets interviennent au départ sur l'itinéraire technique d'une culture donnée ou sur un système de culture, ce point d'entrée qui facilite une mobilisation rapide de groupes paysans, devrait permettre un passage à l'échelle de l'exploitation. Aussi, les CEP ne permettant pas ce passage à une échelle plus large semblent voués à se terminer après quelques cycles de culture ou d'élevage. Il semblerait que ce soit finalement le degré de participation et d'autonomisation des paysans qui permette d'étendre les sujets d'intérêts et de mobiliser les participants aux CEP. Y a-t-il alors des thématiques plus porteuses que d'autres pour amener l'approche à être la plus participative possible? Sans pouvoir conclure sur ce point, certains résultats d'analyse montrent que les approches telles que la Gestion Intégrée de la Production et des Prédateurs (GIPD), la Gestion durable des terres (GDT), la gestion des bassins versants, l'adaptation au changement climatique (ACC) ou l'agroécologie sont plus propices à susciter la participation des paysans car ces approches nécessitent que ces derniers sélectionnent eux-mêmes les technologies pour résoudre les problématiques spécifiques à certains sites. Le caractère d'interdépendance de ces thématiques oblige aussi davantage à l'action collective.

8 Teatske Bakker, Genowefa Blundo Canto, Patrick Dugué & Stéphane de Tourdonnet (2020): To what extent is the diversity of Farmer Field Schools reflected in their assessment? A literature review, *The Journal of Agricultural Education and Extension*, DOI: 10.1080/1389224X.2020.1858890.

Graphique 1 Type de CEP mis en œuvre par les projets financés par le FIDA et/ou mis en œuvre par la FAO en fonction du niveau de participation des paysans et de l'étendue des thématiques abordées





©AD2M

CONTRIBUTIONS DES CEP

La littérature grise concernant les CEP montre que cette approche a un impact positif sur l'augmentation de la productivité agricole, l'amélioration de la fertilité des sols mais aussi sur la réduction de la pauvreté, l'amélioration de l'organisation communautaire, l'action collective et l'autonomisation des producteurs. Elle permet également de réduire les craintes des paysans inhérentes aux risques d'adopter de nouvelles technologies (Pallis, 2006, Settle et al. 2016). De façon plus précise, les projets sont analysés dans la littérature scientifique à partir du canevas analytique de Van Der Berg et al. (2020). Cette matrice d'analyse des résultats, effets et impacts des champs écoles se base sur quatre piliers: le capital naturel (compétences en matière de gestion de l'écosystème, rendements, diversification, sécurité alimentaire et résilience), le capital financier (revenus, coûts, profits, épargne, emprunts et avoirs, sécurité financière et réduction de la pauvreté), le capital humain (compétences, connaissances, esprit critique, confiance en soi, qualité de vie) et social (réseau, relations sociales, action collective, leadership, auto-organisation, autonomisation, accès aux services, etc.). Bien que ces informations ne soient pas disponibles de façon exhaustive dans les documents consultés, dans les paragraphes suivants, nous analysons la contribution des CEP des projets étudiés en terme de capital naturel, financier, humain et social.

L'analyse des cadres logiques des projets de la présente capitalisation montre des résultats positifs relatifs au **capital naturel**: le niveau d'adoption de technologies et la production/productivité augmentent. Le tableau 2 présente une synthèse des indicateurs renseignés pour les CEP obtenus via les rapports de supervision/évaluation des projets. Il montre que les CEP ont facilité l'adoption de technologies avec des taux d'adoption variant de 22% à plus de 80%, ainsi que des hausses de rendement comprises entre 30 et 50% en fonction des projets et des spéculations⁹. A l'inverse des projets FAO retenus, concentrés sur l'approche CEP, dans les projets financés par le FIDA, il est difficile d'attribuer entièrement la hausse de la productivité

9 À noter toutefois que ces augmentations de rendement ne sont pas toujours directement imputables aux adoptions des technologies introduites à travers les CEP mais également à des aménagements hydroagricoles, à la mise à disposition par les projets d'intrants et de matériel agricole, aux formations alphabétisation, etc.

aux innovations introduites dans les CEP, car d'autres investissements contribuent fortement à ces améliorations de rendement. À titre d'exemple, les améliorations relatives aux aménagements hydroagricoles et aux capacités des usagers de l'eau à gérer les périmètres influencent tout autant les rendements rizicoles que l'introduction du Système Rizicole Intensif (SRI) au travers des CEP. En outre, afin d'évaluer si ces hausses de rendement sont significativement liées aux investissements des projets (plutôt qu'à l'année climatique par exemple), il conviendrait de comparer les résultats obtenus pour les membres participants aux CEP et pour les non-membres et d'analyser la variance des rendements obtenus.

Par ailleurs, l'indicateur « taux d'adoption des technologies » reste flou, sa mesure ne semble pas homogène au sein des projets, certains renseignant le nombre de technologies adoptées alors que d'autres mentionnent un taux d'adoption global. Par ailleurs, ces taux d'adoption sont-ils majoritairement attribuables à un effet de l'approche CEP ou n'existent-ils pas d'autres facteurs à associer pour que les paysans introduisent durablement ces innovations (ex. accès au financement, accès aux intrants, etc.)? De plus, les effets des CEP sur les décisions des agriculteurs en termes de changement de pratiques à l'échelle de leurs systèmes de culture et/ou d'élevage et de l'exploitation globale sont difficiles à capter à partir des documents de projets revus. Les méthodes d'évaluation des projets ne montrent qu'une vision partielle de la situation complexe que représente le processus d'introduction d'innovations en milieu rural (Glover et al. 2016). Ce constat se retrouve dans de nombreux autres projets (Bakker et al. 2021) ce qui confirme l'intérêt de comprendre les dynamiques temporelles du changement de pratiques des agriculteurs, en identifiant les facteurs de changements, les contraintes à l'adoption et l'adaptation des pratiques aux priorités propres à l'exploitant (Mawois et al. 2019). C'est aussi à travers une analyse plus fine que pourrait se profiler l'impact de l'approche en fonction de la typologie des CEP. En ce sens, l'étude de cas de Bakker et al. (2021) sur la transition agroécologique en milieu sahélien montre que les CEP collaboratifs permettent davantage de trajectoires de changement à l'échelle de l'exploitation agricole avec une introduction d'innovation allant bien au-delà de ce qui est expérimenté dans le CEP. Ainsi, Bakker et al. (2021) montrent que les CEP collaboratifs au Togo ont permis l'adoption et l'introduction du compost, des biopesticides et de légumineuses dans les systèmes de culture alors que les CEP consultatifs analysés au Burkina Faso n'ont permis que l'adoption de la fertilisation organique. Ce qui diffère fondamentalement entre ces deux projets, est la façon dont l'approche CEP a été mise en œuvre. Au Burkina Faso, les curriculums à appliquer dans les CEP pour améliorer la fertilité des sols, ont été élaborés par les experts et diffusés de façon standardisée sur une grande région. Cette stratégie a eu pour conséquence de réduire la participation des paysans et leur pouvoir décisionnel concernant les pratiques à privilégier en fonction de leurs priorités, de leurs contraintes et préférences. À l'inverse, au Togo la stratégie adoptée par AVSF a consisté à installer des CEP sans prédéfinir leurs contenus (au moment de la formulation du projet). Cette approche collaborative du CEP a obligé les facilitateurs à faire un effort d'écoute et de (re)formulation des demandes issues des groupes afin d'identifier sur la base des problématiques évoquées des solutions qui soient gérables par les paysans. Elle a aussi démontré la capacité des producteurs à résoudre collectivement leurs problématiques au fur et à mesure du temps.

Dans les champs écoles d'élevage développés dans les projets financés par le FIDA dans la région ESA, les effets enregistrés sur le capital naturel sont de diverses natures¹⁰: augmentation de la quantité et de la qualité du fourrage, amélioration de la génétique et de la santé animale, hausse des volumes de lait produits et vendus, meilleures capacités d'engraissement pour les bœufs et les chèvres, introduction de pratiques climato-intelligentes dans les CE d'élevage, etc.

10 IFAD Stock-taking exercise Livestock Farmer Field Schools (L-FFS), Eastern and Southern Africa (March 2021)

Tableau 2 Principaux indicateurs de suivi et évaluation des CEP renseignés par les projets

Indicateur (S&E) Projet pays	% augmentation rendement	Taux adoption technologie
Burundi PNSADR-IM	40 à 50% riz et lait	Non renseigné
PRODEFI	> ou = 50% riz, haricot, maïs, banane	Non renseigné
Tamp Kagera	> 30%	Diminution conflits fonciers
IAP-FS	N/A	Non renseigné
Guinée PNAAFA	Non attribuable directement aux CEP	Non renseigné
Madagascar AD2M-I & -II	> 50% riz (79% SRI, 53% sans maîtrise eau), 50% haricots verts, pois du cap et arachide	60% sur les cultures, 42% SRI/SRA, 22% engrais
AROPA	30% haricot, 64% PDT, 100% riz en SRA, 150% riz en SRI	Réduction mortalité alevins et aviculture, réduction des pertes post-récolte
DEFIS	données pas encore disponibles	données pas encore disponibles
Niger PPILDA	30% à 50%	N/A
ProDAF	> 30% cultures pluviales, 40% oignon, chou, tomate et 50% pour autres cultures	50%: 87% semences cycle court, 47% RNA, 60% compost et, 50 à 80% pour ACC
FAO GCF ACC	Non renseigné	72% groupes ciblées adoptent au moins 2 technologies
Mali Projet coton	Peu significatif par rapport à l'itinéraire technique « conventionnel » sur le coton	92,5% des producteurs adoptent la GIPD

Au niveau du **capital financier**, bien que les informations ne soient pas systématisées, on note un effet des CEP sur la structure des coûts des exploitations. Ainsi, d'après les résultats obtenus par les projets FAO¹¹, l'adoption de la GIPD dans le secteur du coton (Mali, Burkina Faso) a permis une diminution des coûts de production par la réduction/suppression de l'utilisation des insecticides (et l'utilisation de biopesticides), représentant rien que pour la région du Bla au Mali, une économie de 386 000 USD, sur une période de 8 ans (soit une réduction de l'utilisation de pesticides de 47 000 litres). Par conséquent, une augmentation des marges brutes liée à cette réduction des coûts de production (estimés à 20%), a permis l'augmentation des revenus des cotonniers. L'augmentation des revenus sur les cultures vivrières (mil, sorgho, niébé, sésame) est également mentionnée au Niger suite à l'adoption de pratiques de gestion de la fertilité du sol et

11 Settle W, Soumaré M, Sarr M, Garba MH, Poisot A-S. 2014: *Reducing pesticide risks to farming communities: cotton farmer field schools in Mali*. Phil. Trans. R. Soc. B 369: 20120277. <http://dx.doi.org/10.1098/rstb.2012.0277>

d'apport de fertilisation microdosée (PPILDA, PASADEM, ProDAF). L'introduction de dispositifs financiers en complément des CEP (ex. caisses mutuelles solidaires, associations d'épargne et de crédit, accès au crédit à travers les IMF, etc.) a aussi été répertoriée comme ayant un effet positif sur le capital financier des membres. Dans plusieurs projets, l'accès à de petits crédits a permis la mise en place d'activités génératrices de revenus dans l'exploitation agricoles et en dehors.

Sur les aspects relatifs au **capital humain et social**, il est difficile de mesurer sur la base des informations disponibles dans les rapports des projets les acquis réels des CEP. Ces rapports indiquent des résultats positifs relatifs aux capacités techniques et sociales parfois des membres des CEP mais ces informations ne sont pas systématisées. Ainsi, à Madagascar, l'accès à l'appui-conseil agricole de proximité constitue un résultat important du programme DEFIS (en continuité avec le projet AROPA), qui a privilégié le transfert de connaissance paysan-paysan à travers l'approche CEP. Les OP surtout et quelques ONG ont été responsabilisées dans la conduite des CEP et des Fermes écoles paysans (FEP). Le Programme a passé 15 conventions avec des OP régionales, des OP faitières (nationales) et des ONG qui ont assuré l'animation et les formations dans les CEP et les Fermes école paysannes (FEP). Depuis le début du Programme, 336 techniciens ont appuyé et conseillé 62 841 Exploitations Agricoles Familiales¹². Comme le montre cet exemple, les informations restent à un niveau d'indicateurs de produit. Aussi, le travail de revue des documents de projet montre l'indisponibilité des informations pour répondre à notre problématique de départ, elles sont bien souvent éparses, et ne permettent pas d'avoir une compréhension globale de la réalité. C'est souvent l'information qualitative disponible dans certains documents de capitalisation suffisamment détaillés ou en interviewant les acteurs du terrain que l'on peut mesurer ces acquis. Ainsi, au Niger, les acteurs autrefois impliqués dans le PPILDA financé par le FIDA témoignent qu'au travers des CEP mis en place par le Projet, certains paysans leaders sont devenus des ressources humaines et sociales importantes dans leurs localités respectives. Par exemple, certains de ces leaders ont été élus à des postes de conseillers communaux où ils défendent les intérêts de leurs communautés. Les groupes formés à travers ces CEP constituent aujourd'hui un réseau de solidarité et d'entraide sociale grâce aux revenus qu'ils tirent des diverses activités génératrices de revenus (AGR) issues des CEP (vente de semences améliorées, de produits vivriers, embouche, prestations diverses).

On constate donc une perte d'information précieuse dans les rapports des projets concernant les aspects financiers mais surtout concernant la contribution des CEP au développement du capital social et humain des producteurs participants. Les indicateurs de suivi et d'évaluation renseignent peu les effets et impacts de l'approche liés aux principes de collaboration, d'autonomisation et d'adaptation aux conditions locales (ex. capacité des participants à innover). Dans une étude réalisée par Van Der Berg et al. (2020), des indicateurs sont proposés afin de mieux appréhender l'impact de l'approche champ école au niveau humain et social. Ces indicateurs sont résumés à titre indicatif dans le tableau qui suit (et pourraient être affinés pour constituer une base au moment de la formulation des projets).

12 Aide-Mémoire mission de supervision DEFIS, Juin 2021.

Tableau 3 Indicateurs permettant de mesurer les acquis humains et sociaux des CEP

Indicateurs (capital humain et social)	Description
Capacités d'innovation et d'expérimentation	Innovation au-delà des aspects pris en compte dans les CEP, adaptation au niveau de l'exploitation
Confiance en soi et en la vie	Changement d'attitude, vision positive de leur capacité à changer les choses, enthousiasme/motivation, aspiration et esprit critique.
Amélioration de la qualité de vie	Confort et joie expérimentés par les participants dans leur vie (santé de la famille, confort et capacité à envoyer les enfants à l'école). Par exemple, la réduction des pesticides à travers la GIPD ou la diversification/nutrition introduit par les CEP a un impact sur la santé des familles.
Compétences sociales acquises	capacité à s'exprimer en public, à écouter les autres sans interrompre, à respecter les opinions des autres, à aider ses voisins...
Confiance, liens et relations	Impact sur l'équité du genre sur la prise de décision et le leadership, construction d'une solidarité et cohésion du groupe.
Action collective et réseautage	Actions relatives à l'approvisionnement, la transformation et/ou commercialisation groupées. Activités génératrices de revenus collectives, travaux communs de plantations, d'aménagements, etc. groupes d'épargne et de crédits, émergence d'associations, de coopératives ou tout autre forme d'organisation formelle.
Diffusion à l'extérieur des CEP	Effet de diffusion des pratiques aux alentours
Émancipation	Sur la question du genre, amélioration du pouvoir décisionnel des femmes et des relations conjugales.
Accès aux services et aux marchés	Mesure l'amélioration des capacités des paysans à accéder aux services (techniques, appui-conseil, etc.) et à commercialiser leurs produits, à travers leurs capacités organisationnelles et leur pouvoir de négociation.



©AD2M

PROCESSUS D'AUTO-ORGANISATION ET D'ACTION COLLECTIVE

Le CEP est une méthode d'apprentissage par l'action, au travers de cas concrets de terrain. Expérimenter ensemble, être aiguillonné par un facilitateur dont la fonction est d'aider à se questionner, à analyser, permet de créer une dynamique collective et une diffusion horizontale des connaissances. Il s'agit de se retrouver régulièrement autour du champ école pour voir évoluer les productions, en observant, en expérimentant et en trouvant des réponses dans le groupe. La parcelle est également un lieu d'accueil de visites d'échanges entre les groupes pratiquant la même approche, permettant de nouveaux questionnements, et le croisement de connaissances. Le processus de co-construction et d'apprentissage mutuel est propice à la recherche de solutions collectives et au processus d'autonomisation. Cependant, en fonction de la façon dont l'approche est mise en œuvre (sélection des bénéficiaires à travers les OP ou pas, type de prestataire, objectifs visés, expérience dans le pays, etc.), les bénéfices relatifs à l'action collective et à la mise à échelle seront plus ou moins importants. En effet, cette approche est exigeante en temps et en échange par rapport à d'autres approches plus « verticales ». Elle requiert que les équipes de projet et les partenaires de mise en œuvre en aient une bonne compréhension et soient pleinement en accord avec les principes et les objectifs visés à travers les CEP.

Les CEP "transferts de technologie" ou dits « simplifiés », quand il s'agit de faciliter l'adoption rapide d'innovations techniques sans se préoccuper de la construction du capital humain et social nécessaire pour résoudre les problèmes futurs des producteurs dans leurs exploitations. Dans le PNAFA en Guinée, la stratégie utilisée est celle en cascade qui permet la mise en place des innovations. Les leaders de groupements de base villageois sont formés par groupe de vingt (à raison de deux personnes par groupement) aux innovations identifiées par le projet pour répondre aux préoccupations des agriculteurs. Ils répliquent ensuite ce qu'ils ont appris sur leurs champs individuels ou sur des parcelles individuelles des membres du groupement/CEP. Couplée à des émissions de radio,

cette adaptation du CEP a permis une adoption rapide des innovations introduites par effet « *tache d'huile* » en « *recherchant stratégiquement des parcelles en bord de route pour rendre visibles les résultats* »¹³. Selon la CNOP-G, organisation paysanne faitière en charge de la mise en œuvre du PNAFA, la mise en œuvre des CEP simplifiés a un impact marginal sur le niveau de structuration du milieu paysan car l'approche vise avant tout à introduire des technologies. Dès que les technologies identifiées par le projet sont adoptées, les CEP disparaissent car ils n'ont pas d'autres vocations que d'introduire des innovations. Le passage d'une union rizicole à 17 unions structurées et d'une union maraîchère à 19 unions structurées dans la région du Faranah n'est pas attribuable aux CEP mais à d'autres outils de structuration du monde paysan mis en place par la faitière avec l'appui du PNAFA (ex. diagnostic institutionnel paysan DIP). Ce phénomène de structuration formelle peut également être attribué à l'intérêt des producteurs à bénéficier des appuis du projet.

De même, les CEP « simplifiés » mis en place à Madagascar par AD2M-I à partir de la revue à mi-parcours, relayée et améliorée par AD2M-II, ont permis d'obtenir une réponse rapide à l'adoption d'innovations techniques au niveau des filières identifiées et soutenues par le projet: riz, haricot, pois du cap, oignon, arachide, maïs, miel et porc. Les champs écoles sont animés par un technicien agricole, formé aux aspects agronomiques, économiques et techniques de la spéculation envisagée, à la dynamique de groupe, à la préparation de supports d'observation et aux budgets de culture. La transmission se fait par le biais de l'apprentissage pratique d'une vingtaine de personnes au niveau d'une parcelle individuelle d'innovation comparée aux techniques usuelles pratiquées sur une parcelle contiguë. Des visites d'échange entre producteurs sont organisées sur les parcelles permettant d'apprécier les effets des différents itinéraires. Selon nos entretiens, les CEP ne sont pas des lieux où l'action collective est suscitée, l'expérimentation a lieu sur des parcelles individuelles. Quand les producteurs sont sensibilisés à l'importance de se regrouper en coopératives pour commercialiser leurs produits aux opérateurs de marché (OM), c'est sous l'impulsion des équipes du projet. Les ONG en charge des CEP facilitent la création de coopératives pour grouper les ventes et s'associer à un OM. Quelques leaders paysans semblent émerger alors des CEP pour dynamiser ces coopératives commerciales qui traitent avec les OM. Dans ces deux exemples, l'approche champ école paraît s'être appauvrie de sa philosophie en laissant de côté le collectif pour ressembler à de simples parcelles de démonstrations menées par des leaders paysans.

Les CEP consultatifs et collaboratifs sont plus propices à l'émergence de leaders paysans et d'OP. Les entretiens ont montré comment à partir des CEP consultatifs mais surtout collaboratifs, des dynamiques de leadership paysan pouvaient émerger ou se renforcer. C'est notamment le cas de la création de groupements, unions et faitières de producteurs semenciers issus des champs écoles paysans. Ces derniers offrent la possibilité de former des producteurs intéressés par la production semencière et ainsi répondre à la demande des groupes paysans membres ayant testé des variétés améliorées, des itinéraires techniques performants, ou des non-membres ayant observé les résultats dans les champs des membres du CEP. Au Niger, les premiers groupements semenciers de la région de Maradi furent créés durant le projet IARBIC de la FAO, puis consolidés par le PASADEM financé par le FIDA. Aujourd'hui ces groupements sont structurés en unions départementales et dans une fédération régionale à Maradi: SA'A. Ces groupements semenciers bien structurés tiennent des boutiques d'intrants mises en place ou consolidées à travers les appuis du ProDAF (voir encadré ci-dessous Étude de cas 1). On retrouve une dynamique analogue au Burundi à travers le projet PRODEFI, certains CEP ayant utilisé le fond d'appui à la structuration mis à disposition par le projet, pour se spécialiser dans la production semencière de

13 À dire d'acteurs du projet, car aucune donnée n'est disponible ou directement attribuable aux CEP, le projet ayant fourni de nombreuses autres activités (aménagement de périmètres rizicoles et maraîchers, fourniture d'intrants, routes, accès au crédit, etc.).

qualité avec l'appui de l'ISABU (Institut des Sciences Agronomique du Burundi) et de l'ONCCS (Office National de Contrôle et de Certification de Semences). Ces leaders de champs écoles se sont constitués en coopératives et en unions. Au Mali, il a été observé que bon nombre de producteurs facilitateurs formés à l'approche CEP dans le cadre du projet CEP/ACC de la FAO (GCP/MLI/033/LDF) ont assumé de nouvelles responsabilités soit dans leur commune, soit dans les organisations de producteurs¹⁴.

Étude de cas 1 – NIGER

Émergence de leaders et structuration jusqu'au niveau faitières, les producteurs semenciers de Maradi¹⁵

La fédération SA'A de Maradi regroupe 25 unions de 244 OP de base soit 11 000 membres (45% de femmes). La fédération dispose d'un animateur endogène par union qui travaille conjointement au réseau de facilitateurs des CEP créé et appuyé par la FAO au Niger. Le réseau des multiplicateurs de semence de mil, niébé, sésame, arachide et sorgho sont des OP membres de SA'A et ayant bénéficié de CEP installés à travers les projets « intrant » (1998-2008) et IARBIC (2009-2015) de la FAO. L'approche CEP a permis aux membres de la fédération de procéder à des commandes groupées d'intrants dont les volumes étaient importants. Ainsi, SA'A est aujourd'hui en charge de l'approvisionnement groupé de 1 500 tonnes d'engrais par campagne culturale auprès de ses membres. L'augmentation de la production vivrière de ses membres à travers notamment l'utilisation de semences améliorées et d'engrais les a amenés à envisager la commercialisation groupée de céréales (en plus des semences) à travers des contrats avec l'Office national de la production vivrière (OPVN), la cellule de crise alimentaire du Gouvernement nigérien et le PAM. La faitière gère le regroupement et le stockage d'environ 3 000 tonnes de mil et de sorgho par an depuis 2012. L'approche CEP a permis non seulement l'adoption de semences améliorées de céréales pour 80% des membres mais également d'offrir une gamme de services : champs écoles paysans, boutiques d'intrants et banques de céréales.

14 « Intégration de la résilience climatique dans la production agricole pour la sécurité alimentaire en milieu rural au Mali », Rapport d'évaluation finale, FAO, février 2018.

15 D'après nos entretiens avec la fédération SA'A.

Au Burundi, les conclusions du projet de gestion durable des terres (Tamp Kagera FAO/GDT) invoquent un effet structurant des champs écoles sur le leadership paysan. En effet, l'organisation du CEP autour d'un bureau comprenant au minimum un président, un secrétaire et un trésorier, a permis des actions collectives bien au-delà du champ école: assurance médicale, accès à des financements, achat de biens pour les membres, etc. Les leaders des groupes inclus dans les CEP ont été consultés par les leaders locaux et invités à diverses réunions alors que les visiteurs venaient les consulter pour des échanges d'expériences. Les CEP se sont transformés en associations, voir même ont pris le statut de coopératives grâce à leurs leaders. Dans ce projet, la FAO a mis en place les éléments pour que le CEP soit le plus collaboratif possible. La GDT promue par le projet dans une dynamique de gestion de bassin versant nécessitait en effet, l'appropriation collective et la recherche mutuelle de technologies et organisations adaptées aux problématiques spécifiques de chaque zone.

Étude de cas 2 – MALI

Comment l'introduction des CEP/GIPD dans le secteur coton au Mali a permis l'émergence du « Réseau des Producteurs du Bla »

En 2003, la FAO débute un projet CEP/GIPD chez les producteurs cotonniers au Mali dans le secteur du Bla. L'objectif du programme est de proposer des alternatives à l'utilisation d'insecticides dangereux à travers la GIPD. Sur une période de 8 années, l'analyse montre une diminution de l'utilisation d'insecticides dangereux de 92,5% sur l'ensemble du Bla alors que seulement 34% des exploitants (1 461) sur 4 324 exploitations avaient été formés à travers les CEP (Settle et al. 2014). Les coûts de production ont été réduits de 20% par rapport aux exploitations utilisant les itinéraires techniques préconisés par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT).

En 2010, les facilitateurs paysans des CEP décident de contrôler l'état des populations de ravageurs dans leurs communautés et aux alentours. Ils mènent des transects à des périodes critiques de la saison culturale du coton pour décompter les ravageurs. Le décompte est transmis à la radio locale pour permettre aux producteurs de prendre les bonnes décisions en matière de lutte contre les ravageurs. Ces activités ont pu être menées grâce à un crédit pris par les paysans facilitateurs et remboursés par les contributions des coopératives de base. La même année émerge l'union société coopérative dénommée « Réseau des Producteurs du Bla » qui regroupe aujourd'hui 149 coopératives de base soit 6 700 exploitations agricoles pratiquant zéro pesticides¹⁶. Son président est un paysan facilitateur des CEP qui, face à une CMDT de plus en plus réticente à promouvoir l'approche GIPD (dû aux pertes financières qu'elle induit pour la compagnie qui ne préfinance plus les pesticides), prend parti de défendre une production « zéro pesticides ».

Aujourd'hui, le Réseau des producteurs du Bla continue à promouvoir l'approche GIPD à travers l'extension des CEP dans sa région. Le financement provient depuis 2015 des cotisations des membres (2 300 FCFA/exploitation) permettant ainsi d'organiser des sessions de formations et recyclages pour les facilitateurs paysans. Le Réseau travaille en collaboration avec l'Institut d'Économie Rurale (IER) et l'ICRISAT pour la production de semences de céréales OPV (mil, niébé et maïs) et hybride (sorgho). Il met à disposition des variétés améliorées à ses membres en proposant des ventes à crédit. L'union intervient également sur la commercialisation du sésame en groupant la production pour négocier de meilleurs prix avec les commerçants.

16 Source: entretien avec le Président du Réseau des Producteurs du Bla (Juin 2021).

Action collective et auto-organisation. L'action collective et la structuration en organisations durables sont des dynamiques qui sont peu suivies et étudiées dans les champs écoles des projets financés par le FIDA alors qu'il s'agit pourtant d'une composante essentielle de l'approche. Comme dans toute initiative, certains CEP vont permettre la structuration du monde paysan alors que d'autres s'arrêteront après quelques cycles culturels. Quels sont alors les facteurs permettant de susciter le besoin et l'envie d'initier des actions collectives dans la durée? Selon divers responsables d'OP faitières (FIFATA, SA'A, CAPAD, etc.) mais aussi de responsables de projets, **l'entrée des CEP par les OP de base est un point facilitant une meilleure appropriation des opportunités offertes par l'approche ainsi qu'un facteur de durabilité des actions.** Cela est d'autant plus vrai quand le champ école est un espace de partage d'information, d'écoute et de prise de décisions concertées (ex. CEP de type collaboratif). Ce qu'observent les responsables d'organisations agricoles, c'est que la collaboration est plus facile quand les personnes impliquées dans les CEP ont déjà l'habitude de coopérer au sein d'un groupement de base, d'une association religieuse, de groupes d'entraide informels, de famille, etc. Mboka Ingoli (2017) conclue dans sa thèse de sociologie que « *les champs écoles ont plus de chance de rencontrer du succès lorsqu'il existe au niveau local non seulement un engagement important pour l'action collective mais aussi un réseau multiplexe¹⁷ solidement ancré* ». Autrement dit, plus les membres d'un CEP mobilisent des relations de différente nature et qualité, et plus ils sont capables de mettre en place une dynamique particulière informelle et spontanée de partage de connaissances et savoir-faire. Cette conclusion défend l'idée que plus les OP constituent le point d'entrée de l'approche champ école et plus les CEP sont susceptibles d'être durables.

D'après l'expérience de l'ONG AVSF¹⁸ au Nord Togo, l'installation des CEP requiert de travailler impérativement avec les leaders d'OP, surtout au démarrage pour lancer la dynamique et communiquer sur le dispositif. La présence de leaders forts au sein du groupe agissant comme un catalyseur est essentielle mais ne peut toutefois remplacer une bonne cohésion du groupe. L'ONG identifie plusieurs facteurs clés permettant la participation et l'action collective au niveau des champs écoles: i) le contexte socioculturel favorable à l'action collective (ex. existence de groupes d'entraide collective pour les travaux des champs); ii) le choix des expérimentations au sein des CEP à partir de problèmes tels que posés par les paysans et l'évolution des CEP en fonction de leurs décisions propres ou préférences (en plus des réponses concrètes apportées aux problèmes soulevés); iii) la prise en compte des préoccupations non agronomiques dans le choix des thèmes (ex. répartition du travail entre homme et femme); iv) le fait d'abandonner la comparaison avec une parcelle paysanne ne reflétant les pratiques que d'une petite portion de paysans; v) l'importance des visites d'échanges pour booster les groupes et les échanges de paysans à paysans; et vi) un contexte dans lequel les paysans ne sont pas dans l'attente d'un projet mais cherchent à s'engager dans les actions proposées. Au Niger, dans les projets financés par le FIDA, la prise en compte des pratiques et savoir-faire locaux agronomiques parmi les thèmes d'expérimentation a constitué un facteur déterminant dans la dynamique collective des CEP.

À Madagascar, FIFATA, fédération nationale qui regroupe 11 organisations faitières régionales (11 sur 22 régions), soit 6 000 OP de base et 300 000 exploitations agricoles, soutien, suite au Programme AROPA, que la sélection des facilitateurs ou des paysans relais doit se faire par le groupe constitutif du CEP afin de promouvoir l'auto-organisation et une pérennité des actions, ces derniers faisant partie de la communauté. La promotion de paysans relais a

17 Un réseau multiplexe est un réseau social dans lequel, différentes relations peuvent coexister et se chevaucher au sein d'un lien qu'entretiennent deux individus. Par exemple les individus peuvent être des parents, des voisins, des collègues, des partenaires associatifs, des partenaires de sortie ou des amis (Mboka, Ingoli, 2017).

18 Fiche de capitalisation sur les champs écoles d'AVSF au Nord Togo: une démarche d'accompagnement pour la co-construction d'innovations paysannes et le conseil agricole. Février 2019, AFD Processus de réflexion sur le conseil agricole.

facilité l'émergence de leaders paysans, souvent déjà reconnus dans leur communauté au niveau social, éducatif, religieux, etc. Ces leaders une fois renforcés techniquement présentent une plus grande légitimité pour porter l'émergence de nouvelles OP. Ainsi, plusieurs unions régionales ont vu le jour, elles regroupent des unions communales qui fédèrent elles-mêmes des unions locales/villageoises issues des CEP. Dans la région Ihorombe, trois unions régionales (OPR) ont vu le jour grâce aux appuis de FIFATA à travers AROPA: l'union des pisciculteurs, l'union de producteurs d'oignon et l'union des producteurs de poulet gasy. Le leader paysan de cette dernière union régionale, est d'ailleurs actuellement membre du Conseil d'Administration de FIFATA. De la même façon, grâce aux appuis dans les champs écoles sur le poulet gasy (ex. fabrication locale de poulaillers, techniques de complémentation/alimentation des poulets, construction des poulaillers avec matériaux locaux, etc.) et au travail de structuration, une union régionale des producteurs de poulets gasy a émergé dans la région Haute Matsiatra. Cette structuration, tout en venant pérenniser les actions promues par le Programme, répond à des besoins spécifiques collectifs de production et de valorisation des produits (ex.: vente groupée de poulets, commande groupée de vaccins, etc.). L'introduction de CEP a permis de mieux structurer les appuis des OPR membres de cette faitière au niveau des organisations locales. En effet, les techniciens des OPR appuient les paysans relais/leaders à élaborer leur plan de travail annuel sur les aspects productifs, d'approvisionnement, de stockage et de commercialisation au niveau local. Les aspects socio-organisationnels sont également abordés durant cette planification (ex. réhabilitation d'étang, nettoyage de champs, fête de fin d'année, etc.) et reflétés dans les CEP.

Après le retrait du programme AROPA financé par le FIDA, les paysans relais et les **groupes ont trouvé des moyens de continuer à rémunérer le conseil agricole**. Dans AROPA, 75% des CEP étaient issus des OP de base membres de FIFATA ce qui a largement facilité le travail. Des processus collectifs pour une autonomisation économique des CEP et des organisations de base ont émergé spontanément, par exemple la mise en place d'activités génératrices de revenus communes comme la pisciculture autour d'un étang collectif ou la mise en culture collective d'une parcelle destinée à la commercialisation. La création de caisses pour les membres constitue un point central d'où peuvent ensuite émerger des actions collectives autour des approvisionnements en intrants ou de l'achat d'animaux; elle peut en tout cas ouvrir une voie vers l'autonomisation. FIFATA se donne également comme prérogative de faciliter l'accès aux finances à ses membres en négociant avec les banques ou avec les IMF des conditions d'accès aux produits financiers.

C'est également le constat fait par la CAPAD au Burundi qui préconise de coupler aux CEP le développement de mutuelles de solidarités et de crédit (outil interne promu par la CAPAD). Ces dernières renforcent la solidarité au sein des champs écoles car elles donnent des moyens d'action au paysan d'introduire les innovations au niveau de son système de culture ou d'élevage mais aussi d'appuyer les personnes ayant besoin d'un appui social. Dans ce modèle, l'épargne provient des membres, 80% des cotisations vont aux investissements en crédit et 20% en action sociale. Il arrive que cet outil de mobilisation interne évolue vers une caisse de crédit qui une fois suffisamment importante, puisse être connectée à une institution de microfinance toujours à travers les membres du CEP qui se portent garants solidaires pour les remboursements des emprunts. C'est la partie financière qui consolide le groupe et permet d'envisager d'agir collectivement au-delà des apprentissages. Dans le cas de PRODEFI, des CEP ont initié des actions collectives: AGR, approvisionnement collectif en semences de prébase auprès de l'ISABU et en intrants, production, conservation et commercialisation de semences. Certains ont même développé par eux-mêmes la chaîne de solidarité communautaire de petit bétail à partir des fonds de subvention (400 USD) du PRODEFI et/ou des produits financiers.

Au travers du projet FAO ACC financé par le FEM au Niger, certains CEAP après deux ou trois années de fonctionnement, se constituent en groupements formels qui développent des initiatives concourant à l'autofinancement et l'autopromotion telles que la réalisation de travaux collectifs d'entretien des cultures des CEAP, le développement collectif de cultures de rente, la tontine et des cotisations périodiques. Les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) promues par le projet ont contribué à la redynamisation des groupes CEAP, au renforcement des liens sociaux entre les membres, et au développement de solutions initiées par les groupes pour leurs besoins en épargne, crédit et investissement. Par exemple, les membres du groupe ont créé des AGR collectives autour de la production et transformation de l'arachide ou de production de sésame et niébé pour continuer à approvisionner les AVEC. On constate également une meilleure cohésion sociale et de meilleurs échanges d'information entre les CEAP ayant des AVEC que ceux n'en ayant pas. Ces dynamiques collectives sont également visibles dans le ProDAF où sous l'impulsion du projet financé par le FIDA, les jeunes paysans les plus dynamiques des CEP se forment en groupement d'appui-conseil agricole paysan (GACAP). L'apprentissage au sein d'un CEP doit avoir duré un minimum de trois ans et des formations sont financées afin que ces jeunes puissent élargir leurs palettes de compétences. Ainsi, dans la région de Maradi, onze GACAP se sont constitués et sont aujourd'hui regroupés dans une Union régionale d'appui-conseil. Dans les régions de Zinder et Tahoua, existent respectivement huit et vingt GACAP. Ils ont pour objectif de diffuser à grande échelle les innovations introduites avec succès dans les CEP (ex. techniques agricoles, régénération naturelle assistée, etc.), de fournir un emploi aux jeunes paysans et de pallier le faible taux d'encadrement des services de vulgarisation agricole dans les régions concernées. Ces GACAP sont contractualisés par le ProDAF et plus récemment par d'autres projets mais leur pérennité reste encore à construire.

D'autres initiatives collectives issues des CEP d'élevage peuvent être mentionnées au Burundi, Malawi et Rwanda (2021)¹⁹: des groupes de commercialisation ont ainsi vu le jour, comme les groupes de commercialisation du lait au Malawi, les coopératives et plateformes laitières au Rwanda, les plateformes de commercialisation de bœuf au Malawi. En outre, la constitution d'OP de conseil agricole a été établie à partir des paysans facilitateurs au Malawi, Rwanda et à Zanzibar. Il est difficile à ce stade de quantifier ces mouvements d'auto-organisation mais leur légitimité provient de mouvements paysans à la base pour la plupart. En outre, dans ces pays, la création de caisses d'épargne et de crédit ou d'autres formes d'accès aux finances (ex. matching grant, village challenge fund, etc.) en lien avec l'action collective et le processus d'auto-organisation, a été primordial pour investir dans les activités individuelles et collectives des éleveurs. Au Rwanda, la combinaison de plusieurs méthodes axées sur l'amélioration des compétences sociales et humaines dans les curriculums des champs écoles (ex. Système d'apprentissage interactif entre les sexes, méthode GALS du FIDA ou l'approche Développement communautaire holistique basé sur les valeurs, développé par Heifer Int.) ont contribué à la résilience et la responsabilité sociale des groupements paysans.

19 Stocktaking exercise livestock farmer field school (L-FFS) – Eastern and Southern Africa, IFAD, March 2021.



©Chambre Régionale d'Agriculture de Diffa/Patrick Delmas

QUELLE PLACE POUR LES OP?

Qu'est-ce qui favorise le positionnement des OP par rapport aux CEP? *Une implication initiale des faïtières leur donne une plus grande crédibilité tout en garantissant une cohérence et en posant les bases d'une durabilité des CEP et de leurs résultats.* Comme mentionné précédemment, la cohésion du groupe formé pour l'approche CEP dépend des interactions existantes à l'intérieur mais aussi à l'extérieur du groupe. Quand le groupe choisi forme déjà une OP de base ou une coopérative, les chances de réussite augmentent. D'après une évaluation de la FAO (2016) du projet IARBIC qui a facilité la création de 1 054 boutiques d'intrants (BI, dont 785 opérationnelles) associées ou non à des CEP, 93% des CEP affichant une évolution positive de leurs fonds de roulement initial (+16%) faisaient partie d'OP affiliées. Malgré une appropriation hétérogène des CEP par les OP participantes, l'implication franche et solide des faïtières influait sur la bonne gestion du fonds de roulement des CEP. Les OP affiliées aux faïtières participent davantage à la supervision de leurs BI et ces dernières sont mieux gérées. Il y a donc stratégiquement intérêt à impliquer les faïtières qui à travers de meilleurs mécanismes de gestion permettent la reconduction des CEP et à former des maîtres-formateurs au sein des faïtières mêmes, afin que ceux-ci forment les facilitateurs paysans issus des OP de base.

Malgré ces recommandations, le projet ACC de la FAO au Niger n'avait pas dans sa conception initiale visé les faïtières comme opérateur de mise en œuvre, mais les agents du conseil agricole de l'État. À mi-parcours, compte tenu des difficultés rencontrées dans l'exécution des CEAP par le Ministère, la FAO a signé des conventions avec les faïtières suivantes: la Fédération SA'A (Maradi et Zinder), la Fédération des unions de groupements paysans du Niger FUGPN-Mooriben (Dosso), la Fédération des coopératives maraîchères du Niger FCMN-Nya (Tahoua), la Fédération régionale des unions des producteurs d'oignons FRUPOAM-ANFO (Tillabéry) et le Centre de services en appuis aux organisations coopératives paysannes CSA/OCP (Zinder). Ces dernières ont su, malgré une implication tardive, délivrer un travail de qualité. La mission d'évaluation de ce projet (2021) recommande une fois de plus un appui aux organisations faïtières dès la

conception initiale du projet et sur le long terme afin de construire leurs capacités et leur offre de services aux membres en matière de conseil agricole. Les préconisations issues de cette évaluation vont plus loin en matière de vision: dépasser l'approche projet en proposant une liste de CEAP à développer et des partenariats sur le long terme avec les OP faitières.

L'avantage à impliquer les OP faitières dès la conception des projets réside aussi dans leur capacité à assurer un suivi une fois les projets clôturés. Ainsi, la CAPAD, suite à la l'achèvement du projet OSRO/BDI/702/UK de la FAO au Burundi, continue à intervenir auprès des groupes CEP afin de fournir un appui-conseil de proximité. Elle tente également, à l'aide de ses techniciens, des paysans facilitateurs et de leurs connexions au conseil agricole national et aux centres de recherche, d'appuyer la création de nouveaux CEP. Elle a d'ailleurs intégré l'approche CEP dans son plan de développement stratégique appuyé par différentes ONG et bailleurs de fonds. SA'A à Maradi continue également de fournir des services en matière de développement de nouveaux CEP et d'appui aux CEP existants. On retrouve cette volonté de continuer à fournir des services d'appui-conseil chez FIFATA à Madagascar et au sein du Réseau des producteurs du Bla au Mali. Néanmoins, ces faitières nécessitent encore des appuis afin de pouvoir mettre en place des stratégies garantissant une certaine durabilité financière de leurs interventions. Les facilitateurs paysans sont rémunérés en nature pour la plupart ou à travers les fonds générés collectivement par les groupes. Une analyse plus poussée des niveaux de solvabilité et des besoins serait pertinente. Par ailleurs, au cours des entretiens, plusieurs faitières ont évoqué la façon dont elles adaptaient l'approche CEP en fonction de leur expérience de terrain et de leurs contraintes (mais cela mériterait une analyse plus poussée pour mieux comprendre ce que chacune fait).

Les faitières sont intéressées par les CEP car cela leur permet de diversifier leur offre de services aux membres. La FAO a formé des maîtres-formateurs au sein des faitières (SA'A, Mooriben, CAPAD, Réseau des producteurs du Bla), ce qui leur permet de former des facilitateurs paysans dans leurs pools d'OP et de groupements de base. La durabilité des actions et la mise à échelle des CEP pourraient passer par la généralisation de la formation des facilitateurs en milieu paysan. En effet, celle-ci est moins coûteuse que la formation des agents de l'État, les facilitateurs paysans se trouvent généralement beaucoup plus concernés et disponibles que les agents de l'administration pour assurer l'animation des champs écoles. Quels que soient les projets ayant soutenu la formation de facilitateurs paysans, les conclusions restent les mêmes: bien formés, ils démontrent de bonnes capacités d'apprentissage et d'animation des champs écoles. Leur proximité géographique et sociologique avec les bénéficiaires, leur engagement ainsi que la perception hautement valorisante qu'ils ont de leur nouvelle fonction de conseiller, sont à compter comme des facteurs d'efficacité positifs. Néanmoins, ces formations ont un coût et en fonction des projets, les temps dédiés peuvent varier du simple au triple; ainsi pour les CEP simplifiés, le nombre de jours de formation pour les facilitateurs sont de 5, dans les CEP consultatifs entre 7 et 10 jours, alors que dans les projets où les CEP sont collaboratifs ils sont de 21 jours répartis sur plusieurs sessions (+ des recyclages annuels de plusieurs jours). Il est clair que plus le temps dédié à la formation et au recyclage des facilitateurs est important et basé sur les demandes remontant des CEP, et plus les CEP permettront un apprentissage de qualité au niveau technique mais aussi au niveau participatif. En outre, il semble essentiel de mettre en place un dispositif de suivi des facilitateurs qui permette de répondre aux besoins quand ils se présentent.

Impliquer les faitières comme opérateur et/ou partenaire de mise en œuvre leur offre la possibilité d'élargir leurs bases en affiliant de nouveaux membres. En installant des CEP dans des zones géographiques nouvelles, les fédérations ont pu sensibiliser les groupements de base et les unions et enregistrer de nouvelles adhésions (FIFATA, SA'A, CAPAD) Cette stratégie plutôt que d'être considérée comme « entrant dans un conflit d'intérêts » (cas du ProDAF et de PRODEFI) devrait faire partie intégrante de la théorie du changement portée par les projets. Par exemple, la CAPAD n'est pas impliquée dans la mise en œuvre des CEP des projets financés par le FIDA au Burundi

Étude de cas 3 – BURUNDI

Intégration des CEP dans le plan de développement stratégique de la CAPAD

La CAPAD est une organisation faitière nationale créée en 2003 qui regroupe 164 coopératives agricoles de céréales, tubercules, fruits, légumineuses, banane et légumes ainsi que d'élevage. Elle représente 153 814 ménages agricoles répartis sur l'ensemble du territoire national (84 communes de 17 provinces). Elle appuie ses membres en proposant de actions de renforcement de la gouvernance des coopératives et d'encadrement technique pour une meilleure valorisation de la production agricole. Elle axe ses interventions autour de la production agricole durable, de l'agroécologie à travers les CEP. Elle développe un axe important sur le renforcement de capacités du leadership féminin (62% des membres sont représentés par des femmes) et de l'alphabétisation des adultes. L'accès au crédit est également un service prioritaire donné aux membres. La CAPAD est également actionnaire majoritaire de la SOCOPA, société coopérative qui recherche des débouchés pour la transformation et la commercialisation des produits des coopératives membres. A ce titre, la SOCOPA a développé une gamme de produits agricoles mis sur le marché: riz blanc, farine de maïs, farine de manioc, farine enrichie pour les enfants, piment liquide, double concentré de tomate, jus, vin et bière de banane.

L'expérience de la CAPAD en matière de champs écoles est conséquente puisqu'à ce jour, au moins chaque coopérative possède au moins 15 CEP de 10 à 20 exploitants agricoles soit environ 3 115 CEP associés à des Mutuelles de solidarité (MUSO). Selon la CAPAD, l'appui aux coopératives travaillant avec des CEP/MUSO est facilité comparativement à celles n'en n'ayant pas. En effet, les membres sont plus motivés et mobilisés dans le premier cas, ce qui permet à la coopérative de planifier sa saison culturale en fonction des besoins identifiés et de mettre en œuvre cette planification notamment à travers les champs écoles. Il s'agit d'un outil permettant de renforcer les capacités techniques des membres mais également de faciliter l'action collective autour des approvisionnements et de la valorisation des produits. Les paysans relais sont formés par les techniciens de la CAPAD en fonction des besoins, puis facilitent le transfert de connaissance auprès des membres des CEP. Forte du succès des CEP/MUSO, la CAPAD a intégré dans son plan de développement stratégique le développement et l'appui aux CEP comme approche prioritaire de conseil technique, de structuration et d'apprentissage. À ce titre, elle est soutenue financièrement et techniquement par divers partenaires techniques et financiers. Le point d'entrée est le groupement collinaire formé de 10 ménages, par lequel l'approche CEP est introduite, appuyée par des techniciens formés de la faitière et de paysans relais. Chaque groupement collinaire identifie un paysan relai appelé paysan pilote, qui a la mission de relayer les techniques aux autres membres de son groupement à travers des démonstrations dans son exploitation ou dans un champ commun de son groupement. Les CEP sont à l'origine de la forte adoption des pratiques agroécologiques par les exploitants agricoles membres de CAPAD et non-membres telles que le paillage des cultures, l'utilisation des biopesticides, le compostage en tas, etc.

(laissée à l'ONG ACORD) alors qu'elle a acquis une expérience importante avec la FAO. Elle est toutefois sollicitée pour les aspects de structuration des groupements paysans en coopératives de commercialisation et sur l'accès au crédit. Sa présence au sein des projets PAIVA-B, PNSADR-IM et PIPARV-B a permis d'inclure sur leurs demandes des mutuelles de solidarité et de crédit qui n'étaient pas prévues initialement. Cette perception par certains gestionnaires de projets d'un risque de conflit d'intérêts chez les OP impliquées dans les CEP repose sur un paradigme erroné: celui des champs écoles comme une approche uniquement technique alors qu'elle contribue également à la structuration du monde paysan quand les faïtières sont impliquées. N'y aurait-il pas un plus grand intérêt, au regard des considérations précédentes, à impliquer les OP dès la conception et la mise en œuvre des CEP dans cette optique structurante? Par ailleurs, l'émergence du leadership paysan pourrait davantage être appuyée grâce à la participation des structures faïtières. Le cas de Madagascar est intéressant de ce point de vue, car il permet d'analyser comment un programme sur une décennie (AROPA) a pu accompagner et renforcer à travers, entre autres les CEP, la structuration du monde paysan, puis à créer des partenariats avec les unions régionales existantes afin de soutenir de nouvelles actions sur les besoins identifiés (ex. le projet DEFIS s'appuie sur les OPR créés à la suite de l'intervention d'AROPA pour mettre en place des CEP maïs pour améliorer l'alimentation des poulets gasy).



©Abdoul Madjid Sindayigaya

DÉFIS DE L'INSTITUTIONNALISATION

L'institutionnalisation de l'approche CEP est au cœur des interrogations de ce travail car elle semble être la voie la plus appropriée pour sortir d'une logique de projets et assurer une pérennité et une mise à échelle des actions. L'institutionnalisation est définie comme le processus par lequel de nouvelles idées et pratiques sont adoptées par les individus et les organisations et deviennent partie intégrante de « la norme ». Cette appropriation relève d'un processus relativement long et complexe qui requiert des changements au niveau des individus mais aussi des institutions comme les OP, des agences du gouvernement et des acteurs du secteur privé. L'institutionnalisation exige qu'un consensus soit trouvé par les différents acteurs autour de la nécessité de garantir une qualité de l'approche CEP en créant un environnement favorable à sa mise en œuvre tout en gardant à l'esprit qu'elle reste un moyen pour parvenir à un but: assurer la capacité des paysans à trouver des solutions collectivement à leurs problématiques productives et de vie au fur et à mesure qu'elles se présentent dans le temps. Ce consensus basé sur un changement de paradigme ne fait pas toujours l'unanimité et constitue une entrave au processus d'institutionnalisation des CEP. Par ailleurs, deux autres écueils représentent de véritables défis à la durabilité des CEP: une mise à échelle trop rapide qui ne prend pas suffisamment en compte les attentes des paysans aboutissant à un désintérêt de leur part et, un investissement basé sur une « logique projet » sans vision à plus long terme (FAO, 2020).

Comme indiqué précédemment, certaines OP haïtiennes ont intégré l'approche champ école dans leur offre de services aux membres avec plus ou moins de facilité. Néanmoins, il demeure essentiel de poursuivre dans la durée des appuis en matière de renforcement de capacités techniques, organisationnelles et financières pour que ces organisations délivrent un service de qualité à leurs membres. Le développement de champs écoles devrait être considéré comme relevant d'un service d'intérêt public et à ce titre, nécessite un investissement durable de la part des gouvernements et des partenaires techniques et financiers. Une institutionnalisation passe en effet par une intégration de cette approche dans les politiques/stratégies nationales ainsi que des moyens financiers, humains et techniques pour la mettre en œuvre.

L'analyse des politiques gouvernementales dans les pays étudiés montre que le Burkina Faso, le Mali, Madagascar et le Niger ont intégré l'approche CEP dans leur stratégie nationale de conseil agricole en mentionnant les champs écoles comme une approche à valoriser. Le Rwanda et le Malawi ont également partiellement, intégrés dans leurs politiques et programmes nationaux les CEP et les écoles d'entrepreneuriat agricole (FBS). Néanmoins, à ce stade, parmi les pays de cette étude et ceux de la capitalisation du FIDA dans la région ESA, seul le Burkina Faso a alloué un budget spécifique sur ressources nationales à la mise en œuvre des CEP. Les résultats restent toutefois mitigés pour ce pays, car les observations de terrain montrent que l'application des champs écoles de façon standardisée et dans une certaine mesure « rigide », ne permet pas d'obtenir de bons résultats en termes de participation, d'action collective et d'autonomisation des paysans (CEP « transfert de technologie » versus CEP « collaboratifs »). Ce constat a également été fait dans d'autres pays notamment en Indonésie où, le passage d'une approche « top-down » du conseil agricole à une approche diamétralement opposée basée sur la collaboration et sur la flexibilité des apprentissages, a suscité trop de difficultés pour garantir le succès durable des CEP (Van Der Berg et al. 2020). Faut-il alors chercher à tout prix à ce que les gouvernements soient les seuls dépositaires de la mise en œuvre de cette approche? A l'instar de la FAO (2015), nous préconisons de considérer le paysage institutionnel afin de créer un environnement propice à l'installation durable des CEP. L'institutionnalisation passe alors non seulement par l'appropriation de cette approche dans les politiques et stratégies nationales, mais également par l'investissement dans la formation du conseil agricole, des institutions nationales, par des partenariats avec les centres de formation et recherche (formation des cadres et techniciens agricoles) et par la collaboration avec les acteurs du développement rural dont les OP et leurs faitières qui en sont des acteurs incontournables. En effet, si l'objectif majeur de l'approche CEP est de créer les conditions pour une résolution collective des problématiques paysannes par les paysans, quelles organisations sont les plus à même de rendre ce service à leurs membres sinon les OP? En gardant à l'esprit qu'il s'agit d'un service d'intérêt public, il est tout à fait envisageable et réaliste que la question du financement des CEP soit prise en charge par les États et les bailleurs à travers des subventions aux OP et faitières.

Dans les pays où la FAO a développé des capacités nationales sur l'approche CEP (réseau de maîtres-formateurs et de facilitateurs, sensibilisation/implication des centres de recherches, universités et vulgarisation agricole et guide national) il est plus facile de mettre en œuvre les CEP car il y a eu au préalable un travail de formation et de plaidoyer. Au Niger, un guide national des champs écoles a été adopté par le Gouvernement en juin 2021. Il permet de poser le cadre et les principes de l'approche afin de faciliter l'harmonisation et la mise à échelle des champs écoles par le Gouvernement et les partenaires techniques au développement. Les maîtres-formateurs formés par la FAO sont ensuite sollicités dans divers projets pour former des facilitateurs comme cela a été le cas dans le ProDAF. Le PRODEFI a également bénéficié du travail préalable de la FAO qui a consisté à former et mettre à jour la liste des maîtres-formateurs et animateurs dont le suivi est maintenant confié au MINEAGRIE. Au Mali, la FAO en collaboration avec le Gouvernement a acquis une solide expérience en matière de champs écoles, les autres projets et programmes qui ont adopté l'approche s'appuient sur les capacités en facilitation créées par le programme GIPD/CEP et le projet ACC/CEP²⁰ de la FAO. Néanmoins, il n'existe pas de réseau formel de formateurs ruraux en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les expériences initiées par la FAO en matière d'institutionnalisation des CEP/CEAP à travers entre autres, la création d'un réseau sous régional de formateurs-facilitateurs, n'ont pas encore abouti faute de moyens humains et financiers dans la durée, pour tester un modèle opérationnel et durable²¹.

20 GCP/MLI/033/LDF

21 La FAO prévoit de relancer ce travail autour d'un modèle viable d'institutionnalisation des CEP/CEAP en 2022.

Cette absence de mise en réseau actuelle des formateurs ruraux pose une question cruciale concernant la professionnalisation des formateurs et la pérennité de leur fonction indispensable à une institutionnalisation de l'approche.

À noter que certaines ONG internationales comme CARE, OXFAM Novib et AVSF ont acquis une expertise champ école qu'elles appliquent avec flexibilité pour obtenir un maximum de participation de la part des paysans.

Les Centres de Recherche et Universités tels que l'ISABU au Burundi, l'Université de Niamey, l'ICRISAT, etc. sont également engagés dans cette approche. Ils envoient régulièrement des étudiants de Master pour se former dans les CEP et continuer la recherche en matière d'éducation participative adulte, de résultats techniques, etc. Bien que les pays analysés n'aient pas encore intégré dans la formation de base des agents/techniciens de vulgarisation l'approche CEP, ni des formations en recyclage, certains projets de la FAO en cours de formulation notamment au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal incluent ces aspects dans la conception de leurs projets²². Par contre, plusieurs pays possèdent des pools de techniciens agents de l'État formés, comme c'est le cas au Mali, Niger, Burkina Faso, Burundi et même en Guinée (ANPROCA).

Contrainte coût d'opérationnalisation de l'approche. Analyser l'approche CEP uniquement en matière de "coût de vulgarisation" est une erreur car les bénéfices peuvent aller bien au-delà des aspects d'adoption de solutions techniques. Il s'agit en réalité d'un dispositif de formation d'adultes devant aller bien au-delà d'un simple dispositif de diffusion technique. Mais les évaluations économétriques tendent à considérer les CEP trop coûteux par rapport à d'autres formes de conseil agricole. D'après nos entretiens, les coûts de mise en œuvre par CEP incluant la sensibilisation, la formation de formateurs, la formation des facilitateurs, les recyclages, les coûts d'installation (ex. capital de départ, fournitures) et de suivi varient dans une fourchette de 800/1 200 USD pour les CEP « simplifiés » à 2 000/2 500 USD pour les autres types de CEP avec une baisse des coûts en deuxième et troisième année (matériel acquis en année 1 et allègement du dispositif de suivi en années 2 et 3). Toutefois, il serait intéressant de voir comment ces coûts pourraient être répartis de façon à ce que les OP n'en supportent qu'une petite partie (ex. formation des facilitateurs) alors que les réseaux de formateurs pourraient être créés au niveau national. À l'heure actuelle, compte tenu de ces aspects financiers, les OP faitières qui continuent à appuyer les producteurs membres utilisent les moyens dont elles disposent pour donner de l'appui-conseil à moindre coût. La CAPAD développe des champs écoles dits « de démonstration » couplés à une approche d'appui-conseil avec des paysans pilotes qui expérimentent de nouvelles techniques dans leurs exploitations. Au Mali, deux structures semi-autonomes de développement, à savoir l'Office du Niger (ON) et l'Office Riz Ségou (ORS), comptent leurs propres équipes de facilitateurs en champs écoles. Néanmoins on constate une diminution du nombre de CEP mis en place au fil des années: « *Oui, le CEP se diffuse mais ce n'est pas facile sans moyen. Les CEP continuent sur leurs propres fonds* »²³.

22 C'est le cas par exemple des projets GEF FAO en cours de formulation au Mali et Burkina Faso

23 « Intégration de la résilience climatique dans la production agricole pour la sécurité alimentaire en milieu rural au Mali », Rapport d'évaluation finale, FAO, février 2018.

SYNTHÈSE DES CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

Constat	Recommandations	Thème
L'approche CEP est adoptée par une grande proportion des projets financés par le FIDA en Afrique subsaharienne (cela concerne 89% des projets qui comprennent des composantes développement agrosylvopastoral et halieutique et rural/chaîne de valeur).	Poursuivre l'adoption de cette approche CEP dans les projets en tenant compte des recommandations spécifiques de ce rapport.	Formulation des projets avec CEP
Dans les projets financés par le FIDA en Afrique sub-Saharienne, le potentiel de l'approche CEP est souvent sous-utilisé concernant leur capacité à structurer et à autonomiser le monde paysan et donc à ouvrir des perspectives de pérennisation. Dans certains projets, les CEP sont simplement considérés comme une méthode de vulgarisation agricole visant à transférer des paquets techniques pour augmenter les rendements des cultures prioritaires prédéfinies par les documents de conception des projets ²⁴ . A contrario, quand la participation et l'appropriation paysanne sont promues dans l'approche CEP, on constate un élargissement des sujets abordés par les CEP et des effets sur la structuration du milieu rural.	Le FIDA doit s'assurer que la mise en œuvre des CEP dans les projets qu'il finance suive les principes de participation et d'autonomisation des producteurs en cohérence avec les principes directeurs de l'approche (ex. diagnostic participatif des problèmes, identification collective des innovations locales, élaboration participative des curriculums, etc.), tout en gardant les possibilités d'adaptations aux besoins des réalités locales. Privilégier au maximum la mise en place de CEP « collaboratifs » pour faciliter la résolution des problèmes des paysans collectivement.	Formulation et supervision des projets financés par le FIDA avec des CEP
La revue des projets montre les éléments suivants: <ul style="list-style-type: none"> L'approche filière adoptée dans beaucoup de projets financés par le FIDA incite les équipes de formulation à séparer en composantes distinctes les aspects productifs des aspects institutionnels et d'organisation pour l'agrégation, la transformation et de commercialisation. Quand la mise en œuvre des CEP intègre des dynamiques organisationnelles existantes et collabore avec des réseaux d'OP existants, l'étude confirme qu'il y a de meilleures perspectives de durabilité et de mise à échelle. Les OP faitières, quand elles sont suffisamment structurées, permettent d'assurer une cohérence et une pérennité de l'approche CEP. Investir dans ces OP faitières nécessite cependant un accompagnement dans la durée avant d'en mesurer les effets à long terme (une voir deux décades). 	En collaboration avec l'équipe CEP de la FAO, élaborer des lignes directrices/ conseils prenant en compte les spécificités des projets FIDA (ex. approche CEP faisant partie d'une plus ample stratégie) à destination des équipes de formulation de projet, pour mieux inclure les OP et leurs faitières lors de la formulation et de l'exécution de l'approche CEP. Collaborer avec la FAO (FAO e-learning academy) au développement d'un cours en ligne sur l'intégration des OP et leurs faitières lors de la formulation et de la mise en œuvre des projets/programmes incluant des CEP ²⁵ . Parmi ces conseils il y aurait notamment: <ul style="list-style-type: none"> Veiller à ce que les activités CEP soient mises en lien avec les composantes amont et aval des filières en incluant par exemple les OP dans l'ensemble des dispositifs relatifs à la structuration du monde paysan (CEP, structuration formelle, commercialisation et approvisionnements). Impliquer systématiquement les OP faitières dans la formulation et la mise en œuvre des projets. Cela nécessite d'une part que les OP faitières soient partie prenante dès la formulation afin d'intégrer ce service aux membres dans leurs plans de développement stratégique, mais également qu'une collaboration à moyen long terme soit établie avec elles afin d'assurer la pérennité et la mise à échelle des CEP. L'apprentissage par le « faire-faire » (confier aux OP faitières un rôle dans la mise en œuvre de l'approche CEP) permettra d'adapter l'approche aux capacités techniques, humaines et financières des OP. Quand les OP faitières ne sont pas présentes dans les zones du projet mais qu'elles existent dans le pays, une réflexion autour de leur participation comme opérateur de mise en œuvre du projet devrait être poursuivie. Le service d'appui-conseil en place, une fois bien formé, pourrait prendre en charge les aspects de formation de formateurs. Une réflexion autour de l'articulation entre ces OP/Faitières et les centres de recherche et les services de vulgarisation sera à mener dans chaque pays pour proposer la meilleure collaboration. 	Formulation des projets avec CEP Participation des OP faitières dans le modus operandi

24 Ce qui est tout à fait différent de l'approche CEP telle que conçue par la FAO et améliorée au fil des années, qui met au cœur de l'approche le potentiel capital d'autonomisation et de structuration des producteurs.

25 Le premier cours d'introduction à la formulation des projets/programmes CEP est déjà en ligne: <https://elearning.fao.org/course/view.php?id=724>. Le second cours sur la mise en œuvre des projets CEP sera disponible en décembre 2021.

Constat	Recommandations	Thème
<p>Les unités de gestion et les partenaires d'exécution des projets financés par le FIDA bénéficient, quand elles existent, des ressources humaines formées dans les pays par la FAO (réseau des maîtres-formateurs, liste des facilitateurs et structures formées à l'approche CEP). Quand ces capacités n'existent pas, certains projets ont tendance à prendre des consultants internationaux / nationaux ou des ONG pour créer les outils de formation des formateurs et des facilitateurs CEP alors qu'un travail de construction des capacités locales serait plus pertinent.</p>	<p>Dans les pays où les capacités nationales CEP n'existent pas, le FIDA devrait collaborer (y compris financièrement) avec l'équipe de la FAO basée à Rome²⁶ et dans la région concernée, afin d'appuyer à la construction des réseaux nationaux. Ainsi lors de la formulation des projets FIDA une partie du budget devrait être octroyée à la formation ou au renforcement de capacités des maîtres formateurs, des structures de recherche, de formation et de conseil et ce de manière systématique. Plus généralement, la collaboration entre les deux agences doit chercher à trouver des modèles qui permettent d'assurer la viabilité des réseaux nationaux de facilitateurs.</p>	<p>Formulation des projets avec CEP</p> <p>Capacités de mise en œuvre des CEP dans les pays</p>
<p>Concernant l'accès au financement, l'introduction de services financiers associés aux CEP (ex. caisses mutuelles solidaires, associations d'épargne et de crédit, accès au crédit à travers les IMF, etc.) a aussi été répertoriée comme ayant un effet positif sur le capital financier des membres et sur leurs capacités à poursuivre l'action collective. Dans plusieurs projets, l'accès à de petits crédits a permis la mise en place d'activités génératrices de revenus dans les exploitations agricoles et en dehors (par exemple, la division des urgences de la FAO combine systématiquement les CEP avec des caisses de résilience. Néanmoins, ce dispositif présente la faiblesse de ne considérer les CEP que comme des piliers techniques alors que la présente étude montre qu'ils apportent bien plus).</p>	<p>Pour assurer une meilleure efficacité des CEP, le dispositif de mutuelle d'épargne et de crédit devrait systématiquement être facilité, avec la possibilité de le coupler à des AGR collectives (en fonction des dynamiques existantes) permettant de garantir le fonctionnement financier du groupe. D'une manière générale, il est plus pertinent de promouvoir/renforcer les modèles de financement quand ils sont déjà pratiqués dans les villages par les OP ou les communautés locales pour renforcer les dynamiques existantes.</p>	<p>Formulation des projets avec CEP</p> <p>Activités facilitant la pérennité financière des CEP</p>
<p>Sur les aspects relatifs au capital humain et social, le CEP a des impacts sur le renforcement des compétences, de la confiance en soi et du leadership des producteurs; cependant, les informations collectées par les équipes de projet ne permettent pas de mesurer les acquis des CEP par rapport à ce renforcement du capital humain et social des producteurs. Il y a une perte d'information précieuse concernant un pan important de l'approche CEP. Les indicateurs de suivi et d'évaluation renseignent peu les effets et impacts de l'approche liés aux principes de collaboration, d'autonomisation et d'adaptation aux conditions locales (ex. capacité des participants à innover).</p>	<p>Le système de suivi et évaluation des projets avec CEP mériterait d'être revu afin d'intégrer des aspects relatifs à l'amélioration du capital social, humain et financier apporté par les CEP. Les aspects inhérents à la participation des paysans devraient également rester au centre de l'attention des processus de suivi et d'évaluation afin d'assurer que l'approche continue à être appliquée de façon optimale. Le FIDA contribuera à la revue du document de la FAO qui propose la mise en place d'un système de S&E (approche de Henk). Puis, un travail conjoint avec les équipes de la FAO du siège et des régions sera mené pour mieux définir les indicateurs relatifs au CEP ceci afin d'aiguillonner les équipes de formulation et de mise en œuvre des projets. Une attention sera portée aux indicateurs relatifs au capital humain et social. Dans les projets où les améliorations techniques ne sont pas uniquement le fruit des CEP (ex. couplés aux aménagements de périmètres irrigués), il serait important de mieux réfléchir à la mesure des indicateurs techniques en relation avec les CEP. En effet, l'adoption de pratiques innovantes n'étant pas le seul résultat attendu à travers la mise en œuvre de l'approche CEP, il reste essentiel d'appréhender de façon plus fine les autres résultats obtenus grâce à cette approche d'apprentissage. Par exemple, dans les CEP collaboratifs, comment les apprentissages et expériences remontent aux projets et aux équipes sous-régionales et non l'inverse.</p>	<p>Formulation des projets avec CEP</p> <p>Système de suivi évaluation</p>

26 FAO/NSP à Rome: AnneSophie.Poisot@fao.org, Suzanne.Philips@fao.org

Constat	Recommandations	Thème
<p>L'étude laisse transparaître que la dynamique organisationnelle et d'autonomisation impulsée par le CEP dépend en partie du contenu des modules de formation et de comment les perceptions paysannes sont intégrées progressivement à ces supports de formation.</p> <p>Elle dépend également largement de la qualité des formations reçues par les maîtres formateurs et les facilitateurs (durée, contenu, supervision, etc.)</p>	<p>En lien avec l'étude FAO conduite au Sahel sur le contenu des modules de formation CEP, et afin d'améliorer la qualité des formations CEP en termes de contenu pour les maîtres formateurs et les facilitateurs, il serait important de mener une même capitalisation du contenu des curriculums utilisés dans les CEP existant promus par les projets financés par le FIDA. Cela permettrait de mieux saisir la qualité du matériel élaboré, la diversité des thèmes abordés, notamment si de nouveaux thèmes sont intégrés à la demande des paysans.</p> <p>Cette capitalisation devra permettre impérativement que des passerelles et collaborations additionnelles puissent se faire non seulement avec les projets mis en œuvre par la FAO sur le terrain mais aussi toute autre organisation comme les ONG ou faitières qui ont acquis une expertise dans l'approche CEP.</p>	<p>Mise en œuvre et supervision des projets avec des CEP</p> <p>Contenu des outils CEP de terrain</p>
<p>Certaines OP faitières interrogées dans le cadre de l'étude continuent à promouvoir l'approche CEP "à leur manière" après l'achèvement du projet d'appui.</p> <p>À titre d'exemple, plusieurs OP ont évoqué une adaptation sur des parcelles individuelles exploitées par les producteurs membres et situées à plusieurs endroits du terroir villageois en lieu et place de l'habituel champ collectif à comparer à un champ de pratiques paysannes. Les expérimentations reflètent alors mieux la réalité des différents terroirs villageois et des exploitations agricoles.</p>	<p>L'approche CEP telle que reprise par les OP faitières une fois les projets clôturés mériterait une analyse plus poussée afin de comprendre les « adaptations » préconisées et dans quelle mesure elles continuent à répondre aux besoins des producteurs. Cette analyse devra également permettre d'avoir une meilleure connaissance des coûts inhérents à la mise en place des CEP dans les différentes configurations (ex. Projets, ONGs, OP, etc.), des questions de ciblage pertinent et les complémentarités avec d'autres approches en lien avec l'appui-conseil agricole (ex. parcelles de démonstration, nouvelles technologies informatiques, etc.)</p>	<p>Après projet avec des CEP</p> <p>Durabilité, et modalités de pérennisation des CEP par les OP</p>

BIBLIOGRAPHIE

AVSF (2019) Fiche de capitalisation sur les champs écoles d'AVSF au Nord Togo: une démarche d'accompagnement pour la co-construction d'innovations paysannes et le conseil agricole. AFD, processus de réflexion sur le conseil agricole.

Bakker, T., Blundo Canto, G., Dugué, P. & De Tourdonnet, S. (2020): To what extent is the diversity of Farmer Field Schools reflected in their assessment? A literature review, *The Journal of Agricultural Education and Extension*, DOI: 10.1080/1389224X.2020.1858890.

Berg, H. v.d. , J.W. Ketelaar, M. Dicke & M. Fredrix (2020): *Is the farmer field school still relevant? Case studies from Malawi and Indonesia*. Published by Elsevier B.V. on behalf of Royal Netherlands Society for Agricultural Sciences. <https://doi.org/10.1016/j.njas.2020.100329>

Berg, H. v.d. , S. Phillips , M. Dicke & M. Fredrix (2020) Impacts of farmer field schools in the human, social, natural and financial domain: a qualitative review. *Food Security*, Springer . <https://doi.org/10.1007/s12571-020-01046-7>

Berg, H. v.d. & J. Jiggins (2007) Investing in Farmers—The Impacts of Farmer Field Schools in Relation to Integrated Pest Management In *World Development*. Vol. 35 Issue 4, pp. 663-686. 24p.

Duveskog D (2013) *Farmer Field Schools as a transformative learning space in the rural African setting*. Doctorat, Department of Urban and Rural Development, Swedish University of Agricultural Sciences.

FAO (2016) *Farmer Field School Guidance document*. Planning for quality programmes www.fao.org/3/a-i5296e.pdf

FAO (2016) *Bilan et performance des boutiques d'intrants et des organisations de producteurs au Niger*.

FAO (2017) *Enabling institutionalization of the Farmer Field School approach*. Policy brief. www.fao.org/3/a-i8260e.pdf

FAO (2019) *Farmers taking the lead – Thirty years of farmer field schools*. www.fao.org/3/ca5131en/ca5131en.pdf

Friis-Hansen, E. & D. Duveskog (2011) The Empowerment Route to Well-being: An Analysis of Farmer Field Schools in East Africa. *World Development*. Volume 40, Issue 2, Pp. 414-427

Friis-Hansen, E. (Ed.), (2004). *Farmer empowerment: experiences, lessons learned and ways forward*, Volume 1: Technical papers, Danida.

IFAD (2021) Stock-taking exercise Livestock Farmer Field Schools (L-FFS), Eastern and Southern Africa.

IFAD (2016) How to do note: Engaging with farmers' organizations for more effective smallholder development. www.ifad.org/en/web/knowledge/publication/asset/40309991

IFAD (2016) Strategic Framework 2016-2025. www.ifad.org/en/web/knowledge/publication/asset/39369820

Mboka Ingoli, J.C. (2017): *les champs écoles paysans en Afrique subsaharienne, une approche d'analyse des réseaux complets*. Thèse soumise dans le cadre des exigences du programme de Maitrise de sociologie. Université d'Ottawa, Canada.

Palis FG (2006) *The role of culture in farmer learning and technology adoption: A case study of farmer field schools among rice farmers in central Luzon, Philippines*. Agriculture and Human Values 23:491–500. <https://doi.org/10.1007/s10460-006-9012-6>

Pontius J, Dilts R, Bartlett A (2002) *From farmer field school to community IPM: Ten years of IPM training in Asia*. FAO Community IPM Programme, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Regional Office for Asia and the Pacific.

Scoones, I. (1998). *Sustainable rural livelihoods: A framework for analysis*. IDS working paper 72.

Settle W, Soumaré M, Sarr M, Garba MH, Poisot A-S. 2014: *Reducing pesticide risks to farming communities: cotton farmer field schools in Mali*. Phil. Trans. R. Soc. B 369: 20120277. <http://dx.doi.org/10.1098/rstb.2012.0277>

La bibliographie comprend également les documents des projets analyses (conception, supervisions, revues à mi-parcours et évaluations).

ANNEXES

ANNEXE 1 Termes de référence

Champs école paysan – Capitalisation/enseignements
Initiative FIDA-PMI sur le portefeuille WCA / ESA
Avril 2021

Contexte

Le champs école paysan (CEP) est une approche d'apprentissage des adultes qui se concentre sur les méthodes participatives, l'échange de connaissances et d'expériences, des exercices pratiques sur le terrain utilisant l'observation directe, la discussion et la prise de décision qui encouragent la découverte et l'apprentissage par la pratique. Les agriculteurs ne sont pas les destinataires passifs du transfert de technologie standardisé et descendant, mais ils sont habilités à trouver des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés dans leurs activités et entreprises productives. L'analyse collective des problèmes est le point d'entrée d'un groupe CEP pour développer un curriculum spécifique à une zone donnée. Un éventail croissant de sujets techniques est abordé à travers les CEP: gestion des sols, des cultures et de l'eau, multiplication des semences et essais variétaux, élevage, agropastoralisme, aquaculture, agroforesterie, nutrition, chaîne de valeur et lien avec les marchés, organisation collective, etc.

La FAO et d'autres institutions multilatérales comme le FIDA, ainsi que de nombreuses ONG, ont encouragé les CEP pour relever un large éventail de défis et de domaines techniques dans plus de 90 pays. Le FIDA promeut les CEP dans un grand nombre de projets d'investissement qu'il finance et a acquis au cours des années une expérience importante dans ce domaine, en particulier en Afrique subsaharienne, où les CEP apparaissent de plus en plus comme l'approche de vulgarisation agricole par défaut. En termes d'efficacité, les CEP ont été un succès dans toute l'Afrique et, par conséquent, la demande continue de croître. Bien que beaucoup ait été fait et appris sur les CEP – en particulier autour des célébrations du 30^e anniversaire en 2019 – aucun exercice de capitalisation n'a encore été entrepris, ni aucune tentative de tirer des leçons de l'expérience spécifique du FIDA. Un tel bilan est pertinent et opportun non seulement en raison de la fréquence et de l'importance des activités de CEP dans le portefeuille du FIDA, mais aussi en raison de la modalité par laquelle les CEP sont promus et financés en tant que « composante » des projets d'investissement. En effet, cette modalité – « CEP par le biais de projets » fait face à des défis importants en termes de durabilité et de mise à l'échelle au-delà des projets. L'institutionnalisation des FFS est au cœur de ces défis. Dans quelques pays, comme le Kenya et l'Ouganda, des progrès ont été accomplis en termes d'intégration des CEP dans les politiques et systèmes de vulgarisation publique. D'autres pays ont indiqué qu'ils souhaitaient faire de même. Cependant, d'autres voies d'institutionnalisation et de mise à l'échelle doivent encore être explorées. C'est en particulier le cas de l'institutionnalisation par le biais des organisations de producteurs en tant qu'institutions durables – dirigées par les agriculteurs – dans lesquelles le FIDA investit également dans toute l'Afrique.

FFS, institutionnalisation et politiques publiques

L'institutionnalisation est définie comme le processus par lequel de nouvelles idées et pratiques sont adoptées par les individus et les organisations et deviennent partie intégrante de « la norme ». Le passage à l'échelle et le processus d'institutionnalisation des CEP présentent une immense

opportunité pour les pays de la région. C'est pourquoi le bureau des Institutions Rurales et le bureau de Production Durable de la division technique (PMI) du FIDA finalisent actuellement un exercice conjoint de bilan sur les CEP dans le portefeuille d'Afrique de l'est et australe (ESA). Plus particulièrement, l'hypothèse est que certaines caractéristiques clés de l'approche CEP (comme l'apprentissage collectif et mutuel et l'autodécouverte) sont propices à l'action collective et à l'auto-organisation des producteurs, et que ce dernier processus est lui-même une voie pour l'institutionnalisation et le passage à l'échelle lorsque les agriculteurs s'auto-organisent au-delà du premier niveau de base.

Une autre hypothèse est que l'adoption des pratiques CEP par les OP existantes pourrait ouvrir une nouvelle fonctionnalité de ces organisations en termes de responsabilisation de leurs membres pour résoudre les défis auxquels ils sont confrontés en tant que producteurs. Si ces hypothèses étaient validées par l'exercice de capitalisation, il en résulterait que la convergence et les synergies devraient être poursuivies entre la promotion des CEP et les activités de renforcement des capacités des OP.

Outre un examen global de la manière dont le modèle de CEP développé dans le portefeuille FIDA-AOC/AEA pourrait générer les changements positifs attendus, le bureau Institutions Rurales de PMI est particulièrement intéressé à évaluer et à questionner la viabilité institutionnelle des CEP. Deux options de durabilité institutionnelle seront particulièrement analysées: (i) l'adoption des CEP dans les processus d'élaboration des politiques et (ii) l'intégration des CEP par les OP existantes dans leur offre de services à leurs membres et comme vision de structuration des producteurs pour développer leur membership.

Des dispositions institutionnelles établies pour l'application systématique de l'approche, associées à des individus, des organisations et des acteurs politiques engagés sont des éléments essentiels qui doivent être présents pour le passage à échelle et l'institutionnalisation des activités de CEP.

Questions stratégiques clés sur le CEP

Cette activité de Gestion des connaissances (GC) sur les CEP menée par la division PMI en Afrique subsaharienne a plusieurs objectifs.

Premièrement, elle vise à avoir une vue d'ensemble des principales caractéristiques de la mise en œuvre des activités de CEP dans les projets du FIDA de la région et de la manière dont les approches de CEP mises en œuvre sont efficaces par rapport aux objectifs définis lors de la conception du projet. En particulier, elle se penchera sur les principaux résultats attendus suivants :(i) l'adoption d'itinéraires techniques / bonnes pratiques enseignées aux producteurs; (ii) l'amélioration des rendements, de la sécurité alimentaire et des revenus des ménages agricoles pauvres; (iii) la promotion / documentation des innovations locales / endogènes et du savoir-faire des producteurs; et (iv) l'augmentation de la confiance en soi / du capital humain / du leadership des producteurs.

Ensuite, elle vise à apporter des réponses aux questions clés suivantes:

- Dans quelle mesure l'approche CEP au niveau local, en particulier la modalité « d'apprentissage collectif », est **propice à l'émergence d'une action collective durable**? Existe-t-il des cas ou des situations où les groupes CEP se transforment en organisations paysannes formalisées et / ou s'engagent dans des processus de structuration au sein des OP de deuxième niveau (OP faitières comme les fédérations)?
- **Sur la pérennité institutionnelle des CEP** comme stratégie de mise à l'échelle de ce mécanisme particulier de renforcement des capacités des producteurs: quelles sont les différentes options pour l'évolution des approches CEP post-projet: les CEP sont-ils intégrés dans les politiques publiques nationales de conseil? Les CEP sont-ils adoptés par les OP en tant que nouveaux services à leurs membres? Y a-t-il d'autres parties prenantes (comme des ONG ou des acteurs du secteur privé) qui intègrent le CEP dans leur offre de services?

- **Sur l'intérêt des OP faitières pour le CEP:** quel est l'intérêt des OP dans la démarche CEP? Les OP faitières développent-elles le CEP pour leurs membres? Y a-t-il des cas où des OP faitières développent cette compétence et deviennent des prestataires de services de projets d'investissement public sur les CEP? Si c'est le cas, est-ce pour saisir l'opportunité des fonds publics pour mettre en œuvre les CEP, ou bien est-ce pour soutenir une vision stratégique sur l'utilisation des CEP pour favoriser les dynamiques structurantes des producteurs / groupements de producteurs pour une action collective organisée?

Méthodologie

Cet exercice capitalisation sera réalisé par l'équipe du bureau IR du FIDA / PMI, avec l'appui d'une consultante. Il commencera par une revue documentaire de 23 projets dans 13 pays des régions AOC et ESA (voir liste en annexe 1). Il bénéficiera également des contributions techniques d'un groupe de travail FIDA-FAO (voir la liste des participants à l'annexe 2) familiarisé avec le CEP qui fournira des orientations dans le processus (mettre en évidence la documentation clé liée aux principales questions soulevées par la capitalisation, appui à l'identification des cas clés à documenter, etc.).

L'exercice de capitalisation suivra une méthodologie qui comprendra les étapes ci-dessous.

#	Étapes	Responsabilité	Délais
1	Concevoir la grille d'analyse pour la revue des expériences FFS dans l'équipe WCA	RI Desk (y compris le consultant)	
2	Revue documentaire des CEP dans le portefeuille présélectionné WCA / ESA (voir liste en Annexe 2)	Stefano (stagiaire RI Desk)	15/03 – 25/04
3	Mise en place d'un groupe de travail technique composé de professionnels connaissant le CEP (FIDA, FAO, etc.) pour donner des orientations dans le processus	Fanny (spécialiste technique du bureau RI basé en AOC) et Yamina (consultante)	26/04
4	Identification de 4 pays ²⁷ présentant les cas les plus prometteurs de CEP au sein du portefeuille FIDA AOC / ESA sur la base de la revue documentaire	Impliquant le groupe technique	26/04-30/04
5	Concevoir un guide d'entretien à soumettre au personnel de l'UGP, aux partenaires en charge de la mise en œuvre des activités FFS, aux OP faitières du pays (impliquées ou non), en lien avec les questions stratégiques clés	Yamina (Consultante)	1 ^{re} semaine de mai
6	Entrer en contact avec les CD / équipes de pays pour collecter des informations / données et pour faciliter le contact avec les UGP / partenaires	Responsable de l'équipe RI pour mettre en relation le consultant avec les équipes de pays	Mai
7	Mener des entretiens avec différents acteurs: personnel de l'UGP, partenaires techniques menant la mise en œuvre de l'activité FFS, OP Apex dans l'environnement (impliqués ou non), département ministériel en charge des services de conseil, etc.	Yamina (Consultante)	mai-juin
8	Rédaction de la version provisoire des produits de capitalisation (PC)	Consultante avec les conseils de l'équipe RI	Début juillet
9	Soumettre le projet de PC au groupe technique et discuter des principales conclusions	Yamina (consultant) + points focaux de l'équipe RI + groupe technique FIDA-FAO	Mi-juillet
10	Finalisation des PCs	Yamina (Consultante)	Fin juillet

²⁷ Les pays sélectionnés seront ceux dont les expériences de projet permettront de tirer des leçons concernant notre sujet de recherche et son angle d'analyse

Liste des pays / projets à examiner lors de l'étape de revue documentaire de l'exercice d'inventaire

- Burundi- PIPARV-B, PNSADR-IM and PRODEFI II;
- Cameroun- PADFA;
- Tchad- PARSAT and RePER;
- DRC- PASA-NK and PAPAKIN;
- Gambia- NEMA and ROOTS;
- Ghana- RTIMP;
- Guinea- PNAFA BGF;
- Guinea Bissau- REDE;
- Liberia- TCEP;
- Madagascar- AD2MI and AD2MII, DEFIS and FORMAPROD;
- Niger- PASADEM, PRODAF and RUWANMU;
- Nigeria- CASP;
- Togo- PADAT.

Liste de membres potentiels du groupe de travail FIDA-FAO sur les CEP

Contact	Institution	Email
Poisot, AnneSophie	FAO/NSP	AnneSophie.Poisot@fao.org
Phillips, Suzanne	FAO/NSP	Suzanne.Phillips@fao.org
Rouillard, Arnaud	FAOSN	Arnaud.Rouillard@fao.org
Wafaa El Khoury	DPIA	Wafaa.ElKhoury@fao.org
Jaap Van de Pol	DPIA	Jaap.VanDePol@fao.org
Jean-Philippe Audinet	IFAD/ Rural Institutions Desk (global lead)	j.audinet@ifad.org
Zainab Zitta Semgalawe	IFAD/ Rural Institutions Desk (ESA)	z.semgalawe@ifad.org
Ssendiwala, Elizabeth	IFAD/ Rural Institutions Desk (APR)	e.ssendiwala@ifad.org
Thomaz Da Rocha, Fernanda	IFAD/ Rural Institutions Desk (LAC)	f.thomazdarocha@ifad.org
Edward Mikhail, Marie	IFAD/ Rural Institutions Desk (NEN)	m.edwardmikhail@ifad.org
Van Der Elstraeten, Alice	IFAD/ Rural Institutions Desk (FO4ACP-KM)	a.vanderelstraeten@ifad.org
Fanny Grandval	IFAD/Rural Institutions Desk (WCA)	f.grandval@ifad.org
Antonio Rota, Rota, Antonio	IFAD/Sustainable production Cluster (livestock)	a.rota@ifad.org
Robert Delve Delve, Robert	IFAD/Sustainable production Cluster (Agronomy)	r.delve@ifad.org
Marie Aude Even	IFAD/Sustainable production Cluster (Agronomy)	m.even@ifad.org
Richard Abila	IFAD/Sustainable production Cluster (Fisheries)	r.abila@ifad.org
Rikke Grand Olivera	IFAD/Sustainable production Cluster (Natural Resources)	r.olivera@ifad.org
Audrey Nepveu de Villemarceau	IFAD/Sustainable production Cluster (Water)	a.nepveu@ifad.org

ANNEXE 2 Grille d'entretien

Situation CEP dans les projets/pays

- Aperçu des CEP promus par les projets FIDA/FAO dans le pays
- Quelle efficacité des CEP sur les objectifs (productivité, résilience, ACC, K technique et social)?
- Impact des CEP au niveau des communautés?
- Quel dispositif de mise en œuvre des CEP (nature des facilitateurs, etc.)?
- Quelles sont les principales contraintes rencontrées à la mise en œuvre des CEP (capacité de mise en œuvre, coûts, etc.)?
- Avez-vous constaté des contre-indications à l'implantation de CEP?

Action collective

- Pensez-vous que l'approche CEP a contribué au processus d'auto-organisation des paysans soutenus par le projet? Quelle forme cela a-t-il prise?
- Quels sont les facteurs qui selon vous ont permis cela? Le contenu des modules de formation? La qualité/nature du facilitateur? Les critères de sélection des participants des CEP?
- Les CEP ont-ils permis aux paysans de mieux gérer collectivement leurs approvisionnements en intrants, le stockage, ou la gestion de matériel agricole en commun?
- Concernant les aspects post-récolte, les CEP ont-ils permis une action collective autour de la commercialisation ou la valorisation de leurs produits?
- Y a-t-il eu création/formalisation des groupes impliqués dans les CEP en OP/Coopératives ou rattachement à une structure déjà existante type union? Y a-t-il des objectifs spécifiques à la formalisation/rattachement à une OP?
- Quels sont, selon vous, les facteurs favorisant l'action collective? Les CEP sont-ils suffisants pour créer des dynamiques de groupe pérennes (accès au crédit, filière, DIMITRA, AGR, etc.)? Que deviennent les CEP une fois que le projet ferme?

Appropriation par les OP faitières ou unions

- Comment les OP existantes se positionnent-elles par rapport aux CEP? Se mettent-elles en lien avec les leaders paysans des CEP? Dans quel but?
- Y a-t-il un intérêt des OP nationales et locales dans les CEP? Intégration des CEP comme méthode de vulgarisation dans leur offre de services? Comme stratégie d'augmentation de leur membership par la structuration des producteurs non organisés?
- Quand les OP sont opérateurs de la composante CEP, comment cela fonctionne-t-il? Qualité de la mise en œuvre? Si d'autres acteurs sont opérateurs de la mise en œuvre, quelles modalités peuvent faciliter l'appropriation par les OP?
- Se limitent-elles à leur rôle de facilitateur ou tirent-elles avantage de la situation pour créer des organisations à la base et une offre de services qui dépasse les CEP?

Institutionnalisation

- Qui sont les opérateurs de mise en œuvre? Niveau de formation, qualité des formation de formateurs, etc. Lien avec la recherche/innovation et flexibilité?
- Intégration de curriculums et d'approches participatives de vulgarisation des CEP dans les centres de formation agricole et universités?
- Quelle appropriation par le Gouvernement? Les Centres de Recherche et structures de vulgarisation? Y a-t-il déjà au niveau national des dynamiques d'apprentissage mutuel entre les acteurs (recherche, vulgarisation, secteur privé, OP) et une acceptation d'approches pluridisciplinaires basées sur les besoins des paysans?
- Intégration dans les politiques et programmes? Par quels mécanismes (lobby des OP, donateurs, etc.)?
- Place des PPP dans l'institutionnalisation des CEP? Risques (intérêts commerciaux versus besoin des paysans)?
- Financement: quel système de financement existe ou pourrait exister pour s'assurer que les CEP/OP accèdent à des financements pour les services agricoles?

ANNEXE 3 Liste des personnes interviewées

Nom personne interrogée	Organisation	Coordonnées
Faïtières d'organisation de producteurs		
M. Ali Maman Aminou	FUMA Gaskyia Niger	+227 96 49 53 27 fumagaskiya@gmail.com
M. Salissou Idi <i>Directeur exécutif</i>	SA'A Niger	+227 96 49 89 86 (mob) salinatou@yahoo.fr
M. Ali Neino	Union des GACAP Niger	+ 227 96 80 77 36 (mob) gie_122@yahoo.fr
M. Andriamparany Ranoasy <i>Directeur</i>	FIFATA Madagascar	+261 33 37 540 31 (mob) +261 34 80 876 02 paranyfifata@gmail.com
M. Jean-Marie Ndayishimiye <i>Coordinateur technique</i>	CAPAD Burundi	+257 22 21 79 02 (bur) +257 79 970 470 (mob) jmndayi@yahoo.fr
M. Ibrahima Bah <i>Coordinateur technique national</i> M. Issa Diakité <i>Conseiller régional</i>	CNOP-G Guinée	+224 62 25 934 38 (mob) ibrahima_bahfr@yahoo.fr
M. Gaoussu Coulibaly <i>Président</i>	Réseau des producteurs du Bla Mali	+223 76 22 90 66 (mob) gascoul01@gmail.com
Équipe Projets financés par le FIDA		
M. Manoa Andriantsilavo <i>Responsable des opérations</i>	AD2M-I et II Madagascar	+261 33 40 250 55 +261 34 05 41 15 24 rop@ad2m.mg
M. Pierrot Randrianaritiana <i>Coordinateur national</i>	DEFIS Madagascar	programmedefiscn@gmail.com
M. Djibril Tamsir Bangoura <i>Coordinateur PNAFAA et AgriFARM</i>	PNAFAA et AgriFARM Guinée	+224 62 21 458 00 djibriltb@yahoo.fr
M. Salim Drame <i>Responsable suivi évaluation</i>	PDCVR Guinée	+224 622 12 33 32 +224 657 14 50 53 dramosalim@hotmail.fr
M. Hassan Issa <i>Coordinateur Régional Dosso</i>	PRECIS Niger	+227 99 71 19 92 +227 96 27 39 65 issa.hassane@prodaf.net
M. Harouna Mamadou Traoré <i>Coordinateur Régional Zinder</i>	ProDAF Niger	traore.harouna@prodaf.net
M. Morou Bodo <i>Coordinateur Régional Tahoua</i>	ProDAF Niger	bodo.marou@prodaf.net
M. Dominique Nduwimana <i>Expert en CEP et Consultant FIDA</i>	PRODEFI Burundi	nduwimanadominique@yahoo.fr

Opérateurs de mise en œuvre		
M. Yansane Ibrahima M. Ibrahim Sane <i>Appui-conseil CEP</i>	ANPROCA Guinée	ibrahimayansane@yahoo.fr
Mme Lala Ranaivo Minosoa <i>Coordonnateur principal</i>	ONG TOKY Madagascar	tokifampandrosoana@yahoo.fr
Autres organisations ou consultants		
M. Stefano Mondovi <i>Consultant responsable projets CEP Afrique</i>	FAO Rome	stefano.mondovi@fao.org
M. Tiko Hema <i>Chargé suivi et évaluation CEP</i>	FAO Régional	tiko.hema@fao.org
M. Gilles Mersadier <i>Consultant international</i>	Analyse des curriculums projets FAO	gmersadier@gmail.com
M. Jean-Charles Heyd <i>Consultant international</i>	Formulation et suivi projet AD2M	jc.heyd@gmail.com
M. Patrick Delmas <i>Assistant technique RECA</i>	RECA Niger	+227 91 00 21 71 delmas.reca.cowiram@gmail.com

ANNEXE 4 Champs école paysans: une approche d'apprentissage pour améliorer les activités agricoles

Projet REGEP²⁴ – Jordanie

Les champs école paysans (CEP) sont considérées comme une approche d'apprentissage qui met l'accent sur les méthodes participatives, l'échange de connaissances et d'expériences et le savoir-faire pratique pour encourager l'innovation et l'apprentissage par la pratique. Les petits agriculteurs cherchent continuellement des solutions aux défis auxquels ils sont confrontés dans leurs activités agricoles et leurs entreprises, tandis que le FIDA s'efforce d'améliorer les pratiques agricoles et d'aider les agriculteurs à créer des petites entreprises plus durables et plus rentables.

Le projet de croissance économique et d'emploi en milieu rural (REGEP) est l'un des projets du FIDA en Jordanie. Il a été lancé en 2016 avec l'objectif de réduire la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités dans les zones rurales par la création d'emplois productifs et d'opportunités de génération de revenus pour les ménages ruraux pauvres. En collaboration avec le Centre national de recherche agricole de Jordanie (CNRA), le projet soutient les agriculteurs en proposant des services CEP pour les cultures à forte valeur ajoutée, dans le but d'améliorer les pratiques agricoles et d'encourager l'adoption de technologies modernes. Les CEP abordent divers sujets techniques, notamment la gestion des sols, des cultures et de l'eau, les tests variétaux, la transformation des aliments, la nutrition, la chaîne de valeur et le lien avec les marchés.

Le CNRA est le principal partenaire de mise en œuvre du projet pour les CEP de culture et de transformation. Au total, le CNRA a réussi à organiser 125 CEP, dont 39 sont des CEP de transformation. Ces écoles ont été créées dans les gouvernorats ciblés par le projet, à savoir Ajloun, Jerash, Balqa, Madaba et Mafraq. En 2020, un total de 23 CEP a été réalisé, dont 12 étaient des CEP de culture pour les olives, l'origan, le raisin, les tomates et les concombres. Quant aux autres écoles, il s'agissait de CEP de transformation pour une variété de produits traditionnels, notamment des olives, des concombres et du thym mariné, du thé et de la mélasse de grenade, de la confiture et du beurre de pomme, ainsi que des tomates séchées et de la pâte de tomate.

Les CEP de transformation suscitent un grand intérêt chez les femmes, puisqu'elles représentent 99% des membres de ces écoles. Les SFS de culture ont également une bonne représentation de femmes, puisque 35% des membres sont des femmes. Anoud Al Zaghool, membre du CEP de pommes dans le gouvernorat d'Ajloun, a déclaré que l'école lui enseigne « le comment ». Elle a reçu une formation sur la production d'un certain nombre de produits à base de pommes, notamment le beurre de pomme et la confiture, ainsi que le khabeesa, une recette traditionnelle de pudding. Anoud produit localement et achète les pommes qu'elle transforme sur le marché local. La plupart de ses produits sont vendus à ses voisins ou sont utilisés pour la consommation domestique. « Produire des produits sûrs et sans conservateurs devient une priorité pour moi et ma famille », a-t-elle déclaré. Elle explique que les femmes qui participent à des activités de transformation alimentaire produisent toute une gamme d'en-cas plus sains pour leur famille et en particulier pour les enfants, comme des chips de pomme et du beurre de pomme. Pourtant, Anoud aspire à augmenter sa production, à diversifier sa gamme de produits et à toucher de nouveaux acheteurs par le biais des marchés et des expositions. Elle pense que le projet pourra l'aider à établir des liens avec le marché dans la période à venir, ce qui lui permettra d'augmenter ses ventes et ses revenus.

24 Rural economic growth and employment project

Le CEP du projet a introduit des technologies appliquées avancées, conduisant à une production plus élevée et de meilleure qualité, et promouvant des pratiques qui amélioreraient la gestion des ressources naturelles. Ces techniques comprennent la lutte intégrée contre les parasites, la taille d'été, la pose de filets et la couverture, une meilleure utilisation des engrais et une meilleure productivité de l'eau. Le CNRA estime que l'adoption de ces techniques a permis de réaliser des économies d'intrants de l'ordre de 10 à 30%. Il estime également qu'une augmentation de 20 à 30% de la productivité peut être attribuée aux techniques introduites dans les formations CEP, en plus d'une amélioration de la qualité. Le CEP a donc aidé les agriculteurs à adopter un certain nombre de méthodes agricoles améliorées, à développer de nouveaux produits et à renforcer les pratiques de sécurité dans la transformation des aliments. En plus de ce qui précède, l'introduction du concept de transformation par le biais du CEP a permis d'utiliser le surplus de récolte qui est considéré comme un produit de qualité de seconde catégorie. Cela réduit les pertes pour la famille de l'agriculteur et permet d'employer plus de membres de la famille (en particulier les femmes) dans la transformation de ces produits et donc de fournir des sources de revenus supplémentaires à la famille.

Esra'a Alzubi et sa famille possèdent une petite parcelle de terre de 1 dunum (environ 0,25 acres) dans la région d'El-Salt. Esra'a a bénéficié des formations dispensées pour cultiver du thym. Elle a également pris l'initiative de préparer du thym moulu. Esra'a a expliqué que les membres du CEP ont également reçu des formations sur le calcul des coûts de production, la trésorerie, l'étiquetage, l'emballage des aliments et les outils de marketing. Esra'a a cependant souligné qu'il y a quelques défis liés à la commercialisation des cultures et des produits transformés. **Elle a exprimé le besoin de promouvoir une approche plus collective et de développer des liens plus forts avec le marché.** « Cela me permettrait, ainsi qu'aux autres bénéficiaires, d'avoir de meilleures capacités de commercialisation, de réduire les coûts de transport et les prix des intrants que nous devons couvrir », a-t-elle expliqué. Elle a ajouté que sa participation au CEP lui a également donné l'opportunité de faire partie de l'agritourisme de la région.

Malgré la situation de COVID 19, l'utilisation des technologies numériques (principalement les réunions en ligne, le marketing électronique et les ateliers de mise en relation) a permis aux bénéficiaires de continuer à recevoir des informations et à être connectés au CEP. Cependant, les restrictions imposées par le COVID 19 ont suscité des inquiétudes quant à la vente et à la commercialisation des cultures et des produits transformés. Ces circonstances ont entraîné une diminution de la capacité du marché et, par conséquent, une baisse des ventes. Anoud et Esra'a ont reconnu la pertinence du marché électronique, en particulier pour les produits alimentaires transformés. Dans ce contexte, une plateforme en ligne sera bientôt lancée et aidera les bénéficiaires à commercialiser leurs produits en ligne. Cette plateforme est considérée comme une prochaine étape essentielle pour accroître l'accès au marché, notamment grâce à l'utilisation des technologies numériques, qui devient essentielle.



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

 facebook.com/ifad
 instagram.com/ifadnews
 linkedin.com/company/ifad
 twitter.com/ifad
 youtube.com/user/ifadTV

Janvier 2022

